

Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2016

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 973 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2016

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015 :

- **Bénéfice net de 973 millions de dollars, en baisse de 3 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1 152 millions, en hausse de 1 %**
- **BPA² de 1,45 \$, en baisse de 3 %, et BPA ajusté^{1,2} de 1,73 \$, en hausse de 1 %**
- **RCP de 10,1 %, comparativement à 11,4 %, et RCP ajusté¹ de 12,1 %, contre 13,2 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 201 millions de dollars, contre 161 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 10,0 %**
- **Dividende de 0,86 \$, en hausse de 0,02 \$, ou de 2 %, en regard du trimestre précédent**

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015 :

- **Bénéfice net de 2 041 millions de dollars, en hausse de 2 %, et bénéfice net ajusté¹ de 2 330 millions, en hausse de 7 %**
- **BPA² de 3,03 \$, en hausse de 3 %, et BPA ajusté^{1,2} de 3,48 \$, en hausse de 7 %**
- **RCP de 10,5 %, comparativement à 11,6 %, et RCP ajusté¹ de 12,1 %, contre 12,8 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 384 millions de dollars, contre 324 millions**

Toronto, le 25 mai 2016 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2016, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 973 millions de dollars ou 1,45 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 152 millions ou 1,73 \$ par action. Exclusion faite d'une réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions, le bénéfice net ajusté a augmenté de 7 % et le BPA ajusté, de 8 %.

« BMO a obtenu de bons résultats au deuxième trimestre. Notre bénéfice net ajusté de 1,2 milliard de dollars et notre BPA ajusté de 1,73 \$ reflètent le rendement solide des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, qui a enregistré une hausse de 14 % par rapport à l'exercice précédent, a indiqué Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Depuis le début de l'exercice, notre bénéfice net ajusté et notre BPA ajusté ont tous les deux augmenté de 7 %, en raison de la croissance de notre portefeuille diversifié de prêts et de dépôts, des bons résultats sur le plan des revenus et de l'attention soutenue que nous portons au contrôle des dépenses. Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et aux États-Unis ainsi que BMO Marchés des capitaux ont maintenu un levier d'exploitation positif, tandis que la croissance des activités sous-jacentes de BMO Gestion de patrimoine est demeurée vigoureuse.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Au cours du trimestre, nous avons été encouragés de constater un environnement plus favorable sur le marché en ce qui concerne les taux d'intérêt, les taux de change et les produits de base tandis que les facteurs économiques fondamentaux demeurent sains. Notre assise financière est solide et nous poursuivons notre travail visant à permettre à la Banque de se distinguer davantage grâce aux plateformes numériques tout en mettant l'accent sur l'efficacité et en faisant de la fidélisation de la clientèle notre principale priorité », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,86 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2016, soit 0,02 \$ par action ou 2 % de plus qu'au trimestre précédent, et 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui correspond à un dividende annuel de 3,44 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2016, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2016, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 973 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en baisse de 26 millions, ou de 3 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce qui a découlé d'une charge de restructuration de 132 millions après impôts puisque nous accélérons le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficacités opérationnelles. Le BPA comptable a reculé de 3 % sur un an.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 152 millions de dollars, ayant progressé de 6 millions, ou de 1 %, en regard du trimestre correspondant de 2015, et le BPA ajusté a aussi augmenté de 1 %. Exclusion faite d'une réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions, le bénéfice net ajusté a augmenté de 7 % et le BPA ajusté, de 8 %, ce qui reflète l'excellent rendement des unités des Services bancaires PE, rendement qui est notamment imputable à leur croissance interne ainsi qu'à l'incidence positive des activités de financement d'équipement de transport (FET de BMO) qui ont été acquises. Le bénéfice net des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est contracté sur un an à cause de la réduction de valeur d'un placement. Le bénéfice des activités d'assurance a fléchi alors qu'il avait été exceptionnellement élevé un an plus tôt. Quant au bénéfice net de BMO Marchés des capitaux, il a reculé de 2 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent puisque le montant élevé des revenus a été annulé par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 10,1 % et, après ajustement, il a été de 12,1 %. La valeur comptable par action a augmenté de 8 % en regard d'il y a un an et a atteint 55,57 \$. Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III s'est situé à 10,0 %.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada, soit 525 millions de dollars, s'est accru de 40 millions, ou de 8 %, sur un an. Les revenus se sont améliorés de 67 millions, ou de 4 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été atténué par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Malgré l'attention continue que nous accordons à leur gestion, les charges ont augmenté de 29 millions, ou de 4 %, ce qui reflète les sommes investies pour soutenir l'essor des activités. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation a été de 0,6 %. En regard de la même période de 2015, la croissance des prêts a été de 5 % et celle des dépôts, de 7 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, la croissance, sur douze mois, des prêts et des dépôts s'est établie à 4 % et à 7 %, respectivement. Le nombre moyen de produits auxquels nos clients ont recours ne cesse d'augmenter car nous nous efforçons sans cesse de consolider les liens que nous entretenons avec eux. Nous avons récemment annoncé que nous offrirons Apple Pay à nos clients, rendant ainsi leurs achats par cartes de crédit ou de débit BMO plus faciles et sécuritaires.

Dans l'unité des services bancaires aux entreprises, les prêts et les dépôts ont progressé de 10 % et de 6 %, respectivement, en regard d'il y a un an. Ces résultats reflètent les investissements ciblés que nous réalisons afin d'accroître les compétences de notre personnel de vente et de mettre au point des produits et des services qui répondent aux besoins de notre clientèle. Nous avons commencé à doter certaines cartes d'entreprise de caractéristiques de sécurité par biométrie grâce à l'application mobile *MasterCard^{MD} Identity Check*. Ainsi, les clients peuvent confirmer leur identité au moyen de la reconnaissance faciale et de la biométrie par empreintes digitales lorsqu'ils font des achats en ligne ou à l'aide de leur téléphone mobile.

PE États-Unis

Le bénéfice net a atteint 267 millions de dollars, ayant augmenté de 60 millions, ou de 29 % et, après ajustement, il s'est dégagé à 279 millions, ce qui représente une hausse de 59 millions, ou de 27 % en regard d'un an auparavant. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 206 millions de dollars, dépassant ainsi de 39 millions, ou de 23 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 216 millions, pour une hausse de 39 millions, ou de 21 %, ayant bénéficié de l'acquisition de FET de BMO ainsi que de la croissance interne.

À 879 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 171 millions, ou de 24 %, en raison des effets favorables de FET de BMO, de la progression des volumes de prêts et de dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, et ce, en dépit de la compression des marges sur les prêts. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont été de 545 millions, ayant augmenté de 92 millions, ou de 20 %, en raison surtout de l'acquisition de FET de BMO. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation ajusté a été de 3,7 %.

Le solde des prêts et acceptations a augmenté de 9,7 milliards de dollars, ou de 16 %, sur un an, bénéficiant ainsi de l'acquisition de FET de BMO ainsi que d'une croissance interne des prêts aux entreprises de 13 %.

En février, la *Journée Parlons argent avec nos enfants*, événement parrainé par BMO Harris Bank, a obtenu le prix *2015 Wisconsin Financial Literacy Award* en reconnaissance des efforts déployés pour familiariser les familles, les enfants et les collectivités avec les questions d'argent.

Au cours du trimestre, BMO Harris Bank a inauguré deux nouvelles succursales *Smart Branch*, lesquelles sont plus petites et donnent à nos clients accès à nos technologies les plus novatrices, qui leur sont offertes selon une formule inédite et véritablement adaptée à leurs besoins.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net a été de 134 millions de dollars, comparativement à 238 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est dégagé à 158 millions, contre 265 millions. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a été de 90 millions, comparativement à 169 millions un an plus tôt, ce qui a découlé d'une réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions. Les résultats ajustés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine sous-jacentes sont demeurés les mêmes, l'essor de celles-ci ayant été neutralisé par le repli des marchés boursiers sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 68 millions, contre 96 millions un an auparavant, résultat qui avait été exceptionnellement élevé.

À 817 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont fléchi de 16 milliards, ou de 2 %, par rapport à il y a un an, ce qui a résulté du recul des marchés, recul compensé en partie par des fluctuations favorables des cours de change.

En février 2016 et pour la dixième année consécutive, BMO Fonds d'investissement a reçu le prix DALBAR du meilleur service dans le domaine des fonds d'investissement¹. Ce prix fort prestigieux est remis aux entreprises qui offrent aux investisseurs un service de premier ordre et de qualité constante.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net s'est chiffré à 291 millions de dollars, en baisse de 5 millions, ou de 2 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent puisque le montant élevé des revenus a été annulé par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus ont augmenté de 42 millions, ou de 4 %. Le secteur Produits de négociation a enregistré un excellent rendement grâce surtout à l'intensification des activités menées pour les clients, alors que les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont fléchi, la progression de ceux tirés des services bancaires aux sociétés ayant été plus qu'annulée par le recul des profits nets sur titres. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 4 millions, ou de 1 %, compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation a été de 3,0 %.

Au cours du trimestre, le secteur a décerné plusieurs distinctions à BMO Marchés des capitaux. Ainsi, le magazine *Global Finance* nous a nommés Meilleure banque d'affaires du monde dans les métaux et les mines, et ce, pour la septième année d'affilée, et le magazine *Trade Finance* nous a désignés Meilleure banque de financement du commerce international au Canada. En outre, nous avons obtenu le titre de Banque de l'année (par valeur) lors de la remise annuelle des prix Canadian Dealmakers.

Services d'entreprise

Pour le trimestre, la perte nette des Services d'entreprise s'est située à 244 millions de dollars, comparativement à 227 millions il y a un an. Le résultat comptable du trimestre considéré tient compte d'une charge de restructuration de 132 millions après impôts imputable au fait que nous accélérons le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficacités opérationnelles. Le résultat du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenait compte d'une charge de restructuration de 106 millions après impôts qui avait été engagée essentiellement afin d'engendrer des efficacités opérationnelles. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 101 millions pour le trimestre, contre 121 millions un an auparavant.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,0 % au 30 avril 2016. Ce ratio a diminué d'environ 10 points de base comparativement à celui de 10,1 % enregistré à la fin du premier trimestre, ce qui a découlé surtout de l'essor des activités et des variations de la qualité des portefeuilles. Ces facteurs ont été annulés en partie par la progression des résultats non distribués, laquelle a été exceptionnellement faible à cause de la charge de restructuration.

¹ Les classements annuels du prix DALBAR du meilleur service dans le domaine des fonds d'investissement se fondent sur des évaluations du service par téléphone qui sont réalisées au cours de l'année civile et qui mesurent le rendement des candidats sur le plan de la connaissance des produits, du professionnalisme et de leur capacité à offrir un service à la valeur ajoutée.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 201 millions de dollars, en hausse de 40 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation de celle liée au secteur des ressources naturelles qu'a inscrite BMO Marchés des capitaux.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 25 mai 2016. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2016 ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015 et du Rapport de gestion de l'exercice 2015 figurant dans le Rapport annuel pour 2015 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie de ce Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2015, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Faits saillants financiers	27	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Mesures non conformes aux PCGR	28	Bilan
7	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	29	Transactions avec des parties liées
7	Surviv et perspectives économiques	29	Arrangements hors bilan
8	Autres mesures de la valeur	29	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Change	29	Modifications futures de méthodes comptables
9	Bénéfice net	29	Instruments financiers désignés
10	Revenus	30	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
11	Dotations à la provision pour pertes sur créances	31	Gestion des risques
12	Prêts douteux	31	Risque de marché
13	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	32	Risque de liquidité et de financement
13	Charges autres que d'intérêts	36	Cotes de crédit
13	Impôts sur le résultat	37	Risque d'assurance
14	Gestion du capital	37	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
17	Désignation des dividendes admissibles	38	Expositions dans certaines régions
18	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	40	États financiers consolidés intermédiaires
18	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	40	État consolidé des résultats
19	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	41	État consolidé du résultat global
20	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	42	Bilan consolidé
22	BMO Gestion de patrimoine	43	État consolidé des variations des capitaux propres
24	BMO Marchés des capitaux	44	État consolidé des flux de trésorerie
25	Services d'entreprise	45	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		62	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2016, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	2 420	2 480	2 060	4 900	4 225
Revenus autres que d'intérêts	2 681	2 595	2 466	5 276	5 356
Revenus	5 101	5 075	4 526	10 176	9 581
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	407	366	24	773	771
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 694	4 709	4 502	9 403	8 810
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances	201	183	161	384	324
Charges autres que d'intérêts	3 312	3 270	3 112	6 582	6 118
Charge d'impôts sur le résultat	208	188	230	396	369
Bénéfice net	973	1 068	999	2 041	1 999
Attribuable aux actionnaires de la Banque	973	1 060	993	2 033	1 979
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	8	6	8	20
Bénéfice net	973	1 068	999	2 041	1 999
Bénéfice net ajusté	1 152	1 178	1 146	2 330	2 187
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,45	1,58	1,49	3,03	2,95
Bénéfice par action ajusté	1,73	1,75	1,71	3,48	3,24
Croissance du bénéfice par action (%)	(2,7)	8,2	(6,9)	2,7	(7,2)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	1,2	14,4	4,9	7,4	-
Dividendes déclarés par action	0,84	0,84	0,80	1,68	1,60
Valeur comptable d'une action	55,57	59,61	51,65	55,57	51,65
Cours de clôture de l'action	81,74	75,22	78,82	81,74	78,82
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	52,6	48,4	50,8	52,6	50,8
Rendement de l'action (%)	4,1	4,5	4,1	4,1	4,1
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	10,1	10,9	11,4	10,5	11,6
Rendement des capitaux propres ajusté	12,1	12,1	13,2	12,1	12,8
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	14,8	15,0	16,2	14,9	15,8
Croissance du bénéfice net	(2,6)	6,8	(7,1)	2,1	(6,5)
Croissance du bénéfice net ajusté	0,5	13,2	4,6	6,5	0,4
Croissance des revenus	12,7	0,4	3,6	6,2	8,3
Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	4,3	11,3	11,4	7,7	7,9
Croissance des charges autres que d'intérêts	6,5	8,8	19,9	7,6	15,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustée	5,1	8,5	13,4	6,8	12,4
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	70,6	69,4	69,1	70,0	69,4
Ratio d'efficacité ajusté	60,0	62,1	64,3	61,0	61,2
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	65,2	66,8	64,7	66,0	66,6
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	(2,2)	0,5	(8,5)	(0,9)	(8,0)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	(0,8)	2,8	(2,0)	0,9	(4,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,61	1,58	1,48	1,59	1,50
Taux d'impôt effectif	17,6	15,0	18,8	16,2	15,6
Taux d'impôt effectif ajusté	19,6	16,2	19,8	17,9	16,6
Rendement de l'actif moyen	0,57	0,59	0,62	0,58	0,61
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,23	0,21	0,20	0,22	0,21
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	681 458	699 293	633 275	681 458	633 275
Solde net des prêts et acceptations	353 779	356 343	315 856	353 779	315 856
Dépôts	444 793	470 836	424 231	444 793	424 231
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35 761	38 345	33 276	35 761	33 276
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	26,7	26,4	30,0	26,7	30,0
Ratios des fonds propres (en %, sauf indication contraire)					
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,0	10,1	10,2	10,0	10,2
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4
Ratio du total des fonds propres	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5
Ratio de levier	3,9	4,0	3,8	3,9	3,8
Actifs pondérés en fonction des risques compris dans les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 (en millions de dollars)	256 184	265 043	231 243	256 184	231 243
Cours de change					
Dollar CA/dollar US	1,2548	1,4006	1,2064	1,2548	1,2064
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3016	1,3737	1,2412	1,3381	1,2163

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats). La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Résultats comptables					
Revenus	5 101	5 075	4 526	10 176	9 581
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(407)	(366)	(24)	(773)	(771)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 694	4 709	4 502	9 403	8 810
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(201)	(183)	(161)	(384)	(324)
Charges autres que d'intérêts	(3 312)	(3 270)	(3 112)	(6 582)	(6 118)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 181	1 256	1 229	2 437	2 368
Charge d'impôts sur le résultat	(208)	(188)	(230)	(396)	(369)
Bénéfice net	973	1 068	999	2 041	1 999
BPA (\$)	1,45	1,58	1,49	3,03	2,95
Éléments d'ajustement (avant impôts)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(40)	(43)	(40)	(83)	(80)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(24)	(22)	(11)	(46)	(24)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	(85)	-	(85)	-
Coûts de restructuration 4)	(188)	-	(149)	(188)	(149)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(252)	(150)	(200)	(402)	(253)
Éléments d'ajustement (après impôts)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(31)	(33)	(31)	(64)	(62)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(16)	(15)	(10)	(31)	(20)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	(62)	-	(62)	-
Coûts de restructuration 4)	(132)	-	(106)	(132)	(106)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(179)	(110)	(147)	(289)	(188)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,28)	(0,17)	(0,22)	(0,45)	(0,29)
Résultats ajustés					
Revenus	5 101	5 159	4 526	10 260	9 581
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(407)	(366)	(24)	(773)	(771)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 694	4 793	4 502	9 487	8 810
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(201)	(183)	(161)	(384)	(324)
Charges autres que d'intérêts	(3 060)	(3 204)	(2 912)	(6 264)	(5 865)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 433	1 406	1 429	2 839	2 621
Charge d'impôts sur le résultat	(281)	(228)	(283)	(509)	(434)
Bénéfice net	1 152	1 178	1 146	2 330	2 187
BPA (\$)	1,73	1,75	1,71	3,48	3,24

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 19, 20, 22 et 24.
- Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C ont été imputés à la Gestion de patrimoine et ceux liés à FET de BMO l'ont été aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont essentiellement pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures.
- Il s'agit d'une charge de restructuration au deuxième trimestre de 2016 puisque nous accélérons le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficacités opérationnelles. Au deuxième trimestre de 2015, la charge de restructuration résulte surtout de mesures de restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Les coûts de restructuration ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2016 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des éclosons de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale des risques aux pages 86 à 117, du Rapport de gestion annuel pour 2015, qui présente l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2016.

Survol et perspectives économiques

Après avoir ralenti en 2015, la croissance de l'économie canadienne devrait se raffermir quelque peu et atteindre 1,6 % en 2016 et 2,1 % en 2017 grâce à la remontée des prix du pétrole, à la hausse des investissements dans les infrastructures par le gouvernement fédéral et à la faiblesse continue du dollar canadien. Cette croissance sera néanmoins freinée par des investissements toujours anémiques dans les régions productrices de pétrole ainsi que dans le secteur minier. Cette situation devrait toutefois se redresser quelque peu au fil de la remontée des prix du pétrole qu'entraîneront la diminution de l'offre et l'accroissement de la demande. Les arrêts de production de pétrole et les pertes d'emploi causés par les feux de forêt qui embrasent l'Alberta ralentiront temporairement la croissance au deuxième trimestre, mais la reconstruction qui sera nécessaire par la suite favorisera une reprise. Soutenu par un rebond des exportations et la stabilité des dépenses de consommation et des marchés du logement hors des régions productrices de pétrole, le PIB devrait connaître cette année un essor plus important dans la plupart des provinces. Le raffermissement de la demande aux États-Unis et une certaine embellie économique dans la zone euro stimulent les exportations, mais cela est atténué par le ralentissement de la croissance en Chine et dans d'autres nouvelles économies de marché. Malgré l'endettement élevé des ménages, les ventes de véhicules automobiles au Canada atteignent des niveaux records. Les marchés du logement hors des provinces productrices de pétrole affichent une bonne tenue et les prix des habitations sont en hausse dans les régions de Vancouver et de Toronto. Avec un taux de croissance de près de 3 % en 2016, la Colombie-Britannique et l'Ontario devraient demeurer le fer de lance de la croissance économique au pays, et la progression des prix du pétrole devrait favoriser une certaine reprise en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador l'an prochain. Après s'être fortement déprécié dans les deux dernières années, le dollar canadien a, en avril 2016, franchi un sommet sur dix mois. Bien qu'il sera difficile pour notre monnaie de s'apprécier si les taux d'intérêt américains augmentent, elle devrait se raffermir quelque peu au fil de la remontée des prix du pétrole en 2017. La Banque du Canada ne devrait pas changer les taux d'intérêt avant 2017 afin de soutenir l'essor économique et de ramener à 7,0 % le taux de chômage d'ici la fin de l'année prochaine.

Aux États-Unis, la croissance économique devrait ralentir pour s'établir à 1,8 % en 2016 et demeurer modérée en 2017, se situant alors à 2,3 %. L'assainissement des finances des ménages et une bonne création d'emplois favorisent les dépenses de consommation, même si le rebond des prix de l'essence les a récemment ralenties. La faiblesse des taux hypothécaires et l'assouplissement des normes de crédit stimulent le marché du logement et favorisent une diminution des taux de défaut des prêts hypothécaires. Cependant, les

investissements des entreprises sont faibles, surtout dans le secteur du pétrole, et les exportations demeurent léthargiques en raison de l'appréciation du dollar américain et du manque de vigueur de la demande mondiale. Le taux de chômage devrait baisser pour s'établir à 4,6 % à la fin de l'année, incitant ainsi la Réserve fédérale à hausser graduellement les taux d'intérêt. Bien que l'inflation devrait augmenter en raison de la hausse des prix des marchandises et des salaires, il est prévu que la capacité excédentaire à l'échelle mondiale continuera de la freiner.

Le taux d'expansion économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait demeurer peu élevé, soit environ 1,5 % en 2016 et 1,9 % en 2017, reflétant ainsi la faiblesse continue des exportations, même si cette expansion est soutenue par l'augmentation de la production du secteur automobile.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Autres mesures de la valeur

Pour la période de un an close le 30 avril 2016, le rendement total des capitaux propres de BMO a été de 8,3 %. Pour les périodes de trois ans et de cinq ans closes le 30 avril 2016, le rendement total des capitaux propres annuel moyen a été de 13,6 % et de 10,4 %, respectivement.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat sectoriels aux États-Unis de BMO qui sont libellés en dollars américains ont baissé en regard du premier trimestre de 2016 en raison de la moins-value du dollar américain, mais ont augmenté comparativement au deuxième trimestre de 2015 grâce à l'appréciation de cette monnaie. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a baissé de 5 % par rapport au premier trimestre de 2016, mais s'est renforcé de 5 % en regard du deuxième trimestre de 2015. Au premier semestre du présent exercice, le cours moyen a dépassé de 10 % celui d'il y a un an. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Au 30 avril 2016, le dollar canadien équivalait à 1,2548 \$ US, contre 1,4006 \$ US et 1,2064 \$ US au 31 janvier 2016 et au 30 avril 2015, respectivement. Dans le présent rapport aux actionnaires, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, une grande partie de nos flux de revenus en dollars américains n'était pas couverte contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre. Pendant cette période, nous avons couvert une partie du bénéfice net en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Ces couvertures sont comptabilisées à la valeur de marché, ce qui n'a eu aucun impact au deuxième trimestre, mais a donné lieu à une perte après impôts de 3 millions de dollars pour le premier semestre du présent exercice, perte qu'a inscrite BMO Marchés des capitaux.

Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016		Cumul 2016
	c. T2-2015	c. T1-2016	c. cumul 2015
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3016	1,3016	1,3381
Période antérieure	1,2412	1,3737	1,2163
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	45	(55)	175
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	29	(33)	123
Augmentation (diminution) des revenus	74	(88)	298
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	3	(1)
Diminution (augmentation) des charges	(61)	72	(229)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(2)	3	(17)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable, avant l'incidence des couvertures	8	(10)	51
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-	(3)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	8	(10)	48
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	45	(55)	175
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	29	(33)	123
Augmentation (diminution) des revenus	74	(88)	298
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	3	(9)
Diminution (augmentation) des charges	(55)	66	(219)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	(4)	5	(17)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté, avant l'incidence des couvertures	12	(14)	53
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-	(3)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	12	(14)	50

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 973 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en baisse de 26 millions, ou de 3 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 152 millions, ayant progressé de 6 millions, ou de 1 %, en regard du trimestre correspondant de 2015. Le BPA a reculé de 0,04 \$, ou de 3 %, comparativement à il y a un an, pour s'établir à 1,45 \$ et, après ajustement, il a été de 1,73 \$, ce qui signale une hausse de 0,02 \$, ou de 1 %. Après ajustement, le bénéfice net a augmenté de 7 % et le BPA, de 8 %, exclusion faite de la réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions.

Le bénéfice net global des deux unités Services bancaires PE, soit 792 millions de dollars, et leur bénéfice net ajusté, d'un montant de 804 millions, ont tous deux augmenté de 14 %. Les résultats de PE Canada se sont améliorés de 8 % puisque la hausse des soldes de la plupart des produits et l'augmentation des revenus autres que d'intérêts ont été atténuées par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts et l'accroissement des charges. En dollars canadiens, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru de 27 % et, exprimé en dollars américains, il a augmenté de 21 %, tirant parti des conséquences positives de FET de BMO qui a été acquise et d'une croissance interne. Les résultats ajustés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été touchés par la réduction du placement. Les résultats ajustés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine sous-jacentes sont demeurés les mêmes puisque l'essor de celles-ci a été annulé par l'incidence du repli des marchés boursiers sur un an. Le bénéfice des activités d'assurance a fléchi alors qu'il avait été exceptionnellement élevé un an plus tôt. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux s'est contracté car ses revenus élevés ont été contrebalancés par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés en raison de charges exceptionnellement faibles et de la hausse des recouvrements de pertes sur créances au cours du trimestre considéré.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a baissé de 95 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il a reculé de 26 millions, ou de 2 %. Le BPA s'est comprimé de 0,13 \$, ou de 8 %, et, après ajustement, il s'est affaibli de 0,02 \$, ou de 1 %. Le bénéfice net ajusté et le BPA ajusté ont grimpé respectivement de 4 % et de 6 %, compte non tenu de la réduction de valeur d'un placement au cours du trimestre considéré.

Le bénéfice net de PE Canada a fléchi en raison de l'incidence qu'ont eue deux jours de moins au cours du trimestre. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a augmenté grâce à l'essor des revenus, ce qui tient compte des répercussions positives de FET de BMO pour un trimestre entier ainsi que de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a reculé en raison de la réduction de valeur d'un placement, ce qui a été atténué par une diminution des charges, et le bénéfice net des activités d'assurance s'est renforcé étant donné que les taux d'intérêt et les marchés boursiers avaient eu des conséquences négatives au trimestre précédent. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison de l'excellent rendement du secteur Produits de négociation et du recul des frais liés au personnel, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont fléchi, et ce, surtout en raison du recul des revenus et des recouvrements de pertes sur créances, ce qui a été atténué par des charges inhabituellement faibles au trimestre à l'étude.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

Le bénéfice net s'est amélioré de 42 millions de dollars, ou de 2 %, pour s'établir à 2 041 millions. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 2 330 millions, en hausse de 143 millions, ou de 7 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le BPA s'est dégagé à 3,03 \$, ce qui traduit une progression de 0,08 \$, ou de 3 %, et, après ajustement, il s'est établi à 3,48 %, s'étant renforcé de 0,24 \$, ou de 7 %. Après ajustement, les résultats des deux unités des Services bancaires PE, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise se sont améliorés. Quant à ceux de la Gestion de patrimoine, ils ont été affaiblis par la réduction de valeur d'un placement.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

Les revenus ont augmenté de 575 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 5 101 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont établis à 4 694 millions, s'étant accrus de 192 millions, ou de 4 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la réduction de valeur de 108 millions avant impôts d'un placement, les revenus nets ont progressé de 5 %.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 4 % grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis ont augmenté de 30 % et, exprimés en dollars américains, malgré la compression des marges sur les prêts, ils se sont accrus de 24 % grâce à l'incidence positive de FET de BMO, à la croissance des volumes de prêts et de dépôts ainsi qu'à l'élargissement des marges sur les dépôts. Les revenus nets des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont fléchi, ce qui rend compte de la réduction de valeur d'un placement, du recul des marchés boursiers sur un an et des conséquences des désinvestissements, ce qui a été atténué par l'essor des activités sous-jacentes. Les revenus nets d'assurance ont baissé en regard de ceux inscrits un an plus tôt, lesquels avaient été exceptionnellement élevés. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés grâce à l'excellent rendement qu'a affiché le secteur Produits de négociation, rendement qui a résulté surtout de l'intensification des activités menées pour les clients. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont reculé car l'augmentation des revenus générés par les services bancaires aux sociétés a été annulée par la baisse des profits nets sur titres. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont été relativement stables.

À 2 420 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont dépassé de 360 millions, ou de 18 %, ceux du deuxième trimestre de 2015, ou de 15 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Cette progression reflète surtout l'incidence positive de FET de BMO, l'élargissement de la marge nette d'intérêts et la croissance interne. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 13 points de base, pour se situer à 1,61 %. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est élargie de 6 points de base sur un an, ce qui est essentiellement imputable à l'ajout des actifs de FET de BMO, actifs qui génèrent de meilleures marges. L'actif productif moyen s'est accru de 39,6 milliards de dollars, ou de 7 %, atteignant ainsi 611,6 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 12,7 milliards résultant de l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a accusé une baisse de 168 millions de dollars, ou de 7 %, et s'est chiffré à 2 274 millions. Exclusion faite de l'incidence de la réduction de valeur d'un placement et de la plus-value du dollar américain, il a fléchi de 4 %, ce qui a résulté de la diminution des profits nets sur titres et des revenus d'assurance.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 333 millions de dollars en regard du même trimestre il y a un an, ce qui rend surtout compte du fait que des taux d'intérêt à long terme moins élevés ont eu pour effet d'accroître la juste valeur des placements d'assurance sur un an, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul des primes. L'augmentation des revenus d'assurance a été plus qu'annulée par la hausse des sinistres, des commissions et des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 13. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en majeure partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Les revenus comptables ont augmenté de 26 millions de dollars, mais après ajustement, ils ont reculé de 58 millions, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets comptables ont baissé de 15 millions, et, après ajustement, ils ont diminué de 99 millions, ou de 2 %. Exclusion faite de la réduction de valeur d'un placement et des répercussions de la moins-value du dollar américain, les revenus nets ajustés se sont renforcés de 2 % même si le trimestre a compté deux jours de moins.

Les revenus de PE Canada ont baissé en raison des conséquences qu'ont eues deux jours de moins ainsi que du recul des revenus autres que d'intérêts et de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis ont été stables mais, exprimés en dollars américains, ils se sont accrus de 6 %, ce qui est imputable à l'impact de FET de BMO pour un trimestre entier, à la hausse des marges sur les dépôts et à la croissance interne des volumes de prêts. Ces facteurs ont été atténués par le nombre moins élevé de jours. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été affaiblis par la réduction de valeur d'un placement, le repli du dollar américain et de la livre sterling et par le fait que le trimestre a compté moins de jours. Les revenus nets d'assurance ont augmenté parce que les taux d'intérêt et les marchés boursiers avaient eu des conséquences négatives au trimestre précédent. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison surtout des revenus élevés qu'a enregistrés le secteur Produits de négociation par suite de l'intensification des activités menées pour les clients et de l'amélioration des marchés, ce qui a été atténué par le recul des revenus du

secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Les revenus ajustés des Services d'entreprise se sont repliés en comparaison de ceux du trimestre précédent, lesquels avaient été exceptionnellement élevés.

Les revenus nets d'intérêts se sont contractés de 60 millions de dollars, ou de 2 %. Exclusion faite de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, ils sont demeurés pour ainsi dire inchangés puisque les répercussions qu'ont eues deux jours de moins ont été en grande partie annulées par l'inclusion des résultats de FET de BMO pour un trimestre entier. La marge nette d'intérêts de BMO s'est élargie de 3 points de base. Compte non tenu des activités de négociation, cette marge s'est élargie de 5 points de base en regard du trimestre précédent, ce qui a résulté de la baisse des actifs générant de faibles rendements et de l'incidence de FET de BMO pour un trimestre entier. L'actif productif moyen a baissé de 13,3 milliards de dollars, ou de 2 %, en raison d'une réduction de 15,1 milliards attribuable à la moins-value du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 45 millions de dollars, ou de 2 %, mais après ajustement, il a fléchi de 39 millions, ou de 2 %. Compte non tenu de l'incidence du repli du dollar américain, le montant net des revenus autres que d'intérêts ajustés n'a pour ainsi dire pas changé puisque l'incidence de la réduction de valeur d'un placement a été compensée par la hausse des revenus de négociation.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 100 millions de dollars en regard du trimestre précédent, ce qui rend surtout compte du fait que des taux d'intérêt à long terme plus faibles ont eu pour effet d'accroître la juste valeur des placements d'assurance par rapport au trimestre précédent, facteur atténué par la diminution des primes. L'augmentation des revenus d'assurance a été contrebalancée en partie par la hausse des sinistres, des commissions et des variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 13.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

Les revenus du premier semestre ont augmenté de 595 millions de dollars, ou de 6 %, pour totaliser 10 176 millions et, après ajustement, ils ont progressé de 679 millions, ou de 7 %, atteignant ainsi 10 260 millions. Les revenus nets ont affiché une hausse de 593 millions, ou de 7 %, et se sont chiffrés à 9 403 millions et, après ajustement, ils se sont renforcés de 677 millions, ou de 8 %, pour s'établir à 9 487 millions. Compte non tenu de l'incidence qu'a eue le raffermissement du dollar américain, les revenus nets ajustés ont augmenté de 4 %.

À 4 900 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 675 millions, ou de 16 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus nets d'intérêts se sont améliorés de 12 % grâce à l'acquisition de FET de BMO, à la hausse de la marge nette d'intérêts et à la croissance interne des volumes. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 9 points de base pour se situer à 1,59 %. Compte non tenu des activités de négociation, cette marge a augmenté de 1 point de base sur un an. L'actif productif moyen s'est accru de 48,7 milliards de dollars, ou de 9 %, pour atteindre 618,3 milliards et, de ce montant, une tranche de 25,5 milliards est imputable à l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a régressé de 82 millions de dollars, ou de 2 %, au semestre à l'étude et s'est établi à 4 503 millions. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la réduction de valeur d'un placement, le montant net des revenus autres que d'intérêts ajustés est demeuré pour ainsi dire le même.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)	Tableau 4				
(en points de base)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
PE Canada	251	255	254	253	253
PE États-Unis	371	363	346	367	346
Services bancaires Particuliers et entreprises	290	290	282	290	281
Gestion de patrimoine	240	233	231	236	241
BMO Marchés des capitaux	61	66	48	64	56
Services d'entreprise 2)	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	161	158	148	159	150
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	187	182	181	184	183
Total de la marge des services de détail au Canada 3)	249	251	250	250	249

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

3) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

n. s. - non significatif

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 201 millions de dollars, en hausse de 40 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation de la dotation liée au secteur des ressources naturelles qu'a inscrite BMO Marchés des capitaux. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation de PE Canada a baissé de 16 millions de dollars, pour se situer à 127 millions, en raison de la diminution de la dotation relative aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. La dotation de PE États-Unis, d'un montant de 39 millions de dollars américains, s'est accrue de 25 millions de dollars américains en raison de la diminution des recouvrements au trimestre à l'étude et de l'ajout de FET de BMO. La dotation de BMO Marchés des capitaux, au montant de 44 millions, a augmenté de 39 millions en raison surtout de la hausse de celles constatées à l'égard du secteur des ressources naturelles. Les recouvrements nets des Services d'entreprise ont augmenté.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 18 millions de dollars en raison de l'augmentation de celle de BMO Marchés des capitaux. La dotation de PE Canada a baissé de 13 millions grâce à la diminution de la dotation relative au portefeuille de prêts aux particuliers et à la hausse des recouvrements de celui de prêts aux entreprises. La dotation de PE États-Unis a fléchi de 8 millions de dollars américains grâce à la baisse de celle liée au portefeuille de prêts aux particuliers. La dotation de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 36 millions en raison surtout de l'augmentation de celles constatées à l'égard du secteur des ressources naturelles. Quant à la dotation des Services d'entreprise, elle a augmenté de 9 millions en raison surtout de la diminution des recouvrements.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
PE Canada	127	140	143	267	275
PE États-Unis 1)	51	65	18	116	58
Services bancaires Particuliers et entreprises	178	205	161	383	333
Gestion de patrimoine	2	2	1	4	3
BMO Marchés des capitaux	44	8	5	52	14
Services d'entreprise 1)	(23)	(32)	(6)	(55)	(26)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	201	183	161	384	324

1) Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Nouvelles dotations à la provision spécifique	338	309	318	647	625
Reprises sur les provisions déjà établies	(30)	(39)	(62)	(69)	(104)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(107)	(87)	(95)	(194)	(197)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	201	183	161	384	324
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,23	0,21	0,20	0,22	0,21

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 196 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 2 158 millions au premier trimestre de 2016, sa hausse ayant résulté essentiellement de l'accroissement du SBPD de BMO Marchés des capitaux en lien avec le secteur pétrolier et gazier, compte non tenu du recul du dollar américain. Le SBPD a été plus élevé que celui de 2 047 millions constaté il y a un an, ce qui a aussi découlé de l'augmentation du SBPD de BMO Marchés des capitaux.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 718 millions de dollars, contre 594 millions au premier trimestre de 2016 et 454 millions au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement imputable aux nouveaux prêts douteux de BMO Marchés des capitaux.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
SBPD à l'ouverture de la période	2 158	1 959	2 195	1 959	2 048
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	718	594	454	1 312	878
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(164)	(136)	(153)	(300)	(268)
Remboursements, montant net	(201)	(210)	(177)	(411)	(320)
Montants sortis du bilan	(161)	(142)	(178)	(303)	(351)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	(6)	-	(22)	(6)	(35)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(148)	93	(72)	(55)	95
SBPD à la clôture de la période	2 196	2 158	2 047	2 196	2 047
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,62	0,60	0,65	0,62	0,65

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 407 millions de dollars, en hausse de 383 millions en regard du deuxième trimestre de 2015 et de 41 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé de l'incidence du recul des taux d'intérêt à long terme, facteur atténué par une baisse des primes.

Charges autres que d'intérêts

En regard du deuxième trimestre de l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 200 millions de dollars, ou de 6 %, en raison surtout de la charge de restructuration et ont atteint 3 312 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 148 millions, ou de 5 %, pour se situer à 3 060 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées se sont accrues de 3 %, et en excluant aussi l'incidence de FET de BMO et des désinvestissements, soit essentiellement la vente de notre unité de services de retraite aux États-Unis au quatrième trimestre de l'exercice précédent, elles ont augmenté de 1 %.

En comparaison du trimestre précédent, les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 42 millions de dollars, ou de 1 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont comprimées de 144 millions, ou de 4 %. Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont fléchi de 2 %, ce qui a découlé surtout des 90 millions de rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et de l'incidence des deux jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les répercussions de l'inclusion de FET de BMO pour un trimestre entier.

Le levier d'exploitation net ajusté a été de -0,8 % d'un exercice à l'autre, mais de 1,7 %, compte non tenu de l'impact de la réduction de valeur d'un placement et de l'appréciation du dollar américain.

Le ratio d'efficacité ajusté s'est amélioré pour atteindre 60,0 % et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 65,2 %.

Pour le premier semestre de 2016, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 464 millions de dollars, ou de 8 %, sur un an et ont atteint 6 582 millions. Après ajustement, elles se sont établies à 6 264 millions, ce qui signale une hausse de 399 millions, ou de 7 %. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 3 %, et en excluant aussi les répercussions de FET de BMO et des désinvestissements, soit essentiellement la vente de notre unité de services de retraite aux États-Unis, leur hausse a été de 1 %.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a diminué de 22 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2015, mais a augmenté de 20 millions en regard du premier trimestre de 2016, pour s'établir à 208 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 17,6 % pour le trimestre à l'étude, contre 18,8 % il y a un an et 15,0 % au premier trimestre de 2016.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 281 millions de dollars, ayant fléchi de 2 millions par rapport à il y a un an, mais s'étant accrue de 53 millions comparativement au premier trimestre de 2016. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 19,6 % pour le trimestre écoulé, contre 19,8 % à la même période de 2015 et 16,2 % au premier trimestre de 2016. L'augmentation du taux d'impôt ajusté en regard de celui au premier trimestre de 2016 a résulté surtout de la baisse du bénéfice tiré des valeurs mobilières qui est exonéré d'impôts. Selon une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre a été de 25,8 %, contre 25,0 % à la même période de l'exercice précédent et 24,8 % au premier trimestre de 2016.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2016

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,0 % au 30 avril 2016.

Ce ratio a diminué d'environ 10 points de base comparativement à celui de 10,1 % enregistré à la fin du premier trimestre, ce qui a découlé surtout de l'essor des activités et des variations de la qualité des portefeuilles, facteurs annulés en partie par la progression des résultats non distribués, laquelle a été exceptionnellement faible en raison de la charge de restructuration et des changements apportés au modèle. Ce ratio a diminué d'environ 70 points de base comparativement à celui au 31 octobre 2015 en raison surtout de l'acquisition de FET de BMO au premier trimestre. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie gérées.

Au 30 avril 2016, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se situaient à 25,7 milliards de dollars, ayant baissé de 1 milliard comparativement au 31 janvier 2016, ce qui a découlé principalement de l'incidence de la moins-value du dollar américain sur le cumul des autres éléments du résultat global, facteur atténué par la diminution des déductions des fonds propres et par la hausse des résultats non distribués. En comparaison du montant constaté à ce chapitre au 31 octobre 2015, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ont augmenté de 0,1 milliard, ce qui est principalement imputable à la hausse des résultats non distribués et à la baisse des déductions des fonds propres, facteurs neutralisés en grande partie par le recul du cumul des autres éléments du résultat global.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 256 milliards de dollars au 30 avril 2016, contre 265 milliards au 31 janvier 2016, leur baisse résultant surtout des fluctuations des cours de change et des changements apportés au modèle, ce qui a été annulé en partie par l'essor des activités et les variations de la qualité des portefeuilles. Les actifs pondérés en fonction des risques se sont accrus de 17 milliards en regard du 31 octobre 2015, ce qui a découlé surtout de l'acquisition de FET de BMO au premier trimestre, de la croissance des activités et des variations de la qualité des portefeuilles, facteurs atténués par les fluctuations des cours de change.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,4 % et à 13,5 % au 30 avril 2016, ce qui est comparable à ceux au 31 janvier 2016 puisque l'incidence de la baisse des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 a été neutralisée par les répercussions du recul des actifs pondérés en fonction des risques pris en compte dans le calcul des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,3 % et 14,4 % au 31 octobre 2015. Au 30 avril 2016, ces ratios avaient diminué en regard du 31 octobre 2015 en raison essentiellement de l'acquisition de FET de BMO au premier trimestre.

Au 30 avril 2016, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 3,9 %, ce qui signale une baisse d'environ 10 points de base par rapport au 31 janvier 2016. Cette baisse a découlé surtout de la réduction des fonds propres de catégorie 1 en raison principalement du recul des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est indiqué ci-dessus, facteur atténué par le repli des positions de levier résultant essentiellement des fluctuations des cours de change. Au 31 octobre 2015, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,2 %. Au 30 avril 2016, ce ratio était plus faible que celui au 31 octobre 2015, en raison surtout de l'essor des activités, incluant l'acquisition de FET de BMO au premier trimestre.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions du capital en dollars américains peut également faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des ententes afin de gérer l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios des fonds propres, et c'est ce qu'elle a fait au deuxième trimestre. Toute activité de cette nature peut également influencer sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En décembre 2015, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a avisé les banques canadiennes qu'il mettrait à jour ses exigences quant aux fonds propres eu égard aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux marges de crédit sur valeur domiciliaire. La mise à jour sera fonction de la hausse des prix de l'immobilier à l'échelle locale et/ou des prix des habitations qui se révèlent élevés compte tenu des revenus des emprunteurs. Les changements proposés ont été diffusés à des fins de consultation publique, et ils devraient être instaurés le 1^{er} novembre 2016. En janvier 2016, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié le cadre définitif des exigences de fonds propres en regard du risque de marché, cadre qui vise une mise en œuvre homogène des normes concernant ce risque en 2019, et ce, dans tous les territoires. Ces changements ainsi que d'autres, tels l'approche standard de calcul du risque de crédit lié aux contreparties dans le cas de dérivés ainsi que le nouveau cadre régissant les titrisations, nous obligeront à augmenter les fonds propres qu'il nous faudra conserver au fil du temps.

En décembre 2015, le CBCB a publié une nouvelle proposition sur l'approche standard d'établissement du risque de crédit, proposition qui en est actuellement à l'étape de consultation et qui devrait être parachevée en 2016. En mars 2016, le CBCB a publié un document consultatif visant à réduire la complexité des exigences de fonds propres exposés au risque de crédit ainsi qu'à améliorer la comparabilité des résultats et à réduire leur variabilité en contraignant l'utilisation de modèles. Les mesures préconisées comprennent l'abolition de l'option d'utiliser des modèles internes eu égard à certaines expositions, le recours à des seuils dans le cas de certains portefeuilles et l'établissement de paramètres précis pour diverses approches mettant en jeu des modèles. En outre, le document décrit avec plus de précisions le montant minimal de fonds propres qui pourrait être imposé conformément à la nouvelle approche standard de calcul du risque de crédit.

En mars 2016, le CBCB a publié un document consultatif traitant du calcul des fonds propres exposés au risque opérationnel, calcul mettant en jeu une méthode unique non fondée sur des modèles internes. Le processus de consultation est en cours et le CBCB prévoit émettre une proposition finale en 2016. En avril 2016, il a publié la norme finale concernant le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire, norme qui englobe une approche de supervision au deuxième pilier, des attentes plus étoffées en ce qui a trait aux

activités de gestion et de surveillance de ce risque ainsi que de nouvelles exigences de communication, ce qui entrera en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2018. Ces changements ainsi que ceux décrits à la page 71 du Rapport annuel pour 2015 de BMO pourraient, selon la façon dont ils seront appliqués, hausser les fonds propres qu'il nous faudra maintenir.

En janvier 2016, le BSIF a publié son projet de ligne directrice concernant les exigences de communication eu égard au troisième pilier. Cette ligne directrice décrit la première phase d'un projet du CBCB qui en comporte deux et qui vise à remplacer les exigences actuelles quant aux informations à fournir relativement au troisième pilier et concernant le risque de crédit, le risque de crédit des contreparties, le risque de marché et les activités de titrisation. En ce qui concerne les banques canadiennes d'importance systémique nationale, le projet de ligne directrice devrait être mis en œuvre au cours de la période de présentation de l'information se terminant le 31 octobre 2017.

Le 20 avril 2016, le gouvernement canadien a déposé son projet de dispositions législatives qu'exige l'instauration d'un régime de recapitalisation interne dont l'objectif sera de rehausser les mesures de résolution des problèmes bancaires au pays et de les rendre comparables à ce qui se fait sur la scène internationale. Une fois ces dispositions adoptées, le gouvernement proposera des règlements qui préciseront les mesures de l'approche à appliquer. Le BSIF émettra également des lignes directrices qui définiront le niveau minimal de la capacité supérieure d'absorption des pertes que les banques devront maintenir. Ces mesures et règlements devraient être publiés cette année et pourraient être instaurés en 2017. Nous nous attendons à ce qu'une période de transition appropriée nous soit accordée afin que nous puissions émettre suffisamment de titres d'emprunt de recapitalisation interne admissibles pour pouvoir respecter les exigences de capacité supérieure d'absorption des pertes du nouveau régime.

BMO continue de suivre de près tous les changements et participe activement aux divers processus de consultation.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 70 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 105 à 110, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 114 à 116 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 295 825 actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions.

Le 21 avril 2016, nous avons remboursé la totalité des 700 millions de dollars de billets à moyen terme, série D, tranche 1 qui étaient en cours, et ce, à un prix correspondant à 100 % de leur montant en capital plus les intérêts courus et non versés à la date du remboursement.

Le 9 mai 2016, nous avons annoncé avoir l'intention de rembourser, le 8 juillet 2016, la totalité des 1,5 milliard de dollars de billets à moyen terme, série G, tranche 1 en cours à un prix représentant 100 % de leur montant en capital plus les intérêts courus et non versés à la date du remboursement.

Le 25 mai 2016, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,86 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,02 \$ ou 2 % de plus qu'au trimestre précédent, et 0,04 \$ ou 5 % de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 26 août 2016 aux actionnaires inscrits le 1^{er} août 2016. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	T2-2016	T1-2016	T4-2015
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	35 761	38 345	36 182
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(10 019)	(11 579)	(10 554)
Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	25 742	26 766	25 628
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	3 696	3 700	4 146
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(215)	(214)	(358)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	3 481	3 486	3 788
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	29 223	30 252	29 416
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	5 589	5 689	5 218
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(55)	(50)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	5 534	5 639	5 168
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	34 757	35 891	34 584

Actifs pondérés en fonction des risques 5)

Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	256 184	265 043	239 185
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	256 553	265 381	239 471
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	256 869	265 671	239 716

Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,0	10,1	10,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,4	11,4	12,3
Ratio du total des fonds propres	13,5	13,5	14,4

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.
- 2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 64 %, 71 % et 77 %, respectivement, ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires.

Au 18 mai 2016	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	644
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	290 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Billets à moyen terme	
Série H - tranche 1 1)	1 000 \$
Série H - tranche 2 2)	1 000 \$
Options sur actions	
Droits acquis	6,9
Droits non acquis	4,3

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 168 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

2) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 2 sont présentés à la note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 170 du Rapport annuel pour 2015 de BMO, traitent en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2016.

Les résultats des Services d'entreprise avant 2016 reflétaient certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis en 2011, dont la constatation de la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est pris en compte dans les revenus nets d'intérêts sur la durée de ces prêts ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances de ce portefeuille. Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO et compte tenu du fait que ces montants ont fortement baissé. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Les recouvrements ou les dotations relatifs au portefeuille de prêts douteux acquis en 2011 sont toujours inscrits par les Services d'entreprise. Les incidences de la comptabilisation des prêts acquis ayant trait à FET de BMO ont été prises en compte dans PE États-Unis.

Toujours au premier trimestre de 2016, les revenus tirés des placements dans des titres de participation ont été reclassés depuis les revenus nets d'intérêts aux revenus autres que d'intérêts de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et des Services d'entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été reclassés. Les coûts de restructuration, d'acquisition et d'intégration qui touchent plus d'un groupe d'exploitation sont également pris en compte dans les Services d'entreprise.

Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au deuxième trimestre de 2016, les ajustements sur une bic ont totalisé 120 millions de dollars, contre 160 millions au premier trimestre de 2016 et 100 millions au deuxième trimestre de 2015.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont mises à jour afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction de la structure organisationnelle en vigueur.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 098	2 131	1 849	4 229	3 716
Revenus autres que d'intérêts	718	733	635	1 451	1 257
Total des revenus (bic)	2 816	2 864	2 484	5 680	4 973
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178	205	161	383	333
Charges autres que d'intérêts	1 568	1 602	1 391	3 170	2 787
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 070	1 057	932	2 127	1 853
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	278	277	240	555	466
Bénéfice net comptable	792	780	692	1 572	1 387
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	12	14	14	26	28
Bénéfice net ajusté	804	794	706	1 598	1 415
Croissance du bénéfice net (%)	14,4	12,3	8,6	13,4	7,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	14,0	12,0	8,4	13,0	7,3
Croissance des revenus (%)	13,4	15,1	6,8	14,2	6,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	12,6	14,8	8,6	13,7	7,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	12,8	14,9	8,8	13,9	7,6
Rendement des capitaux propres (%)	15,6	15,1	15,6	15,3	15,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,9	15,3	15,9	15,6	16,0
Levier d'exploitation (%) (bic)	0,8	0,3	(1,8)	0,5	(1,1)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	0,6	0,2	(2,0)	0,3	(1,3)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	55,7	55,9	56,0	55,8	56,1
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	55,1	55,3	55,3	55,2	55,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,90	2,90	2,82	2,90	2,81
Actif productif moyen	293 741	291 923	268 950	292 822	267 150
Solde moyen net des prêts et acceptations	293 442	290 956	267 118	292 185	265 083
Solde moyen des dépôts	225 475	228 660	207 728	227 085	206 369

1) Les montants avant impôts de 17 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, de 19 millions au premier trimestre de 2016, de 18 millions au deuxième trimestre de 2015 et de 36 millions pour les deux premiers semestres de 2016 et de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net global des Services bancaires PE s'est situé à 792 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 804 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 14 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

Tableau 11

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts	1 222	1 254	1 165	2 476	2 350
Revenus autres que d'intérêts	450	471	440	921	883
Total des revenus	1 672	1 725	1 605	3 397	3 233
Dotation à la provision pour pertes sur créances	127	140	143	267	275
Charges autres que d'intérêts	841	872	812	1 713	1 647
Bénéfice avant impôts sur le résultat	704	713	650	1 417	1 311
Charge d'impôts sur le résultat	179	184	165	363	323
Bénéfice net comptable	525	529	485	1 054	988
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	1	1	1	2
Bénéfice net ajusté	525	530	486	1 055	990
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 089	1 129	1 071	2 218	2 149
Revenus des services bancaires aux entreprises	583	596	534	1 179	1 084
Croissance du bénéfice net (%)	8,1	5,3	1,3	6,7	2,5
Croissance des revenus (%)	4,1	6,0	4,4	5,1	3,8
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,5	4,5	6,2	4,0	5,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,5	4,5	6,2	4,0	5,9
Levier d'exploitation ajusté (%)	0,6	1,5	(1,8)	1,1	(2,1)
Levier d'exploitation (%)	0,6	1,5	(1,8)	1,1	(2,1)
Ratio d'efficacité (%)	50,3	50,6	50,6	50,4	51,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,51	2,55	2,54	2,53	2,53
Actif productif moyen	197 598	195 881	187 778	196 730	187 477
Solde moyen net des prêts et acceptations	203 597	201 656	193 435	202 615	193 076
Solde moyen des dépôts	140 112	139 456	131 213	139 781	131 329

1) Les montants avant impôts de néant au deuxième trimestre de 2016, de 1 million de dollars au premier trimestre de 2016, au deuxième trimestre de 2015 et au premier semestre de 2016 et de 2 millions au premier semestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net de PE Canada, soit 525 millions de dollars, s'est accru de 40 millions, ou de 8 %, sur un an. Les revenus se sont améliorés de 67 millions, ou de 4 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été atténué par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Celle-ci a été de 2,51 %, s'étant comprimée de 3 points de base en raison surtout de la faiblesse des taux d'intérêt et du rétrécissement des marges sur les produits de prêt à taux variable.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 2 %, du fait des répercussions de la progression des soldes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par le recul de la marge nette d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont accrus de 49 millions de dollars, ou de 9 %, ce qui témoigne de l'incidence de la croissance des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 16 millions de dollars, s'établissant à 127 millions, par suite de la baisse de celles relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. Malgré l'attention soutenue accordée à leur gestion, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions, ou de 4 %, ce qui reflète les sommes investies pour soutenir l'essor des activités. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation a été de 0,6 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 10,2 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à un an plus tôt. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 4 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 10 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 8,9 milliards ou de 7 %. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 7 % en raison surtout de la croissance des dépôts à terme et des comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont renforcés de 6 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a reculé de 4 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les revenus ont fléchi de 53 millions, ou de 3 %, en raison de l'incidence qu'ont eue deux jours de moins au cours du trimestre et du repli des revenus autres que d'intérêts et de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est établie à 2,51 %, s'étant comprimée de 4 points de base.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus se sont contractés de 40 millions de dollars en raison des répercussions du nombre moins élevé de jours ainsi que de la baisse de la marge nette d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont diminué de 13 millions de dollars essentiellement en raison des conséquences du nombre moins élevé de jours et du recul des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 13 millions de dollars grâce à la baisse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers et à l'accroissement des recouvrements du portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 31 millions, ou de 4 %, ce qui reflète les répercussions des efforts continus qui sont déployés pour gérer les

charges, le nombre moins élevé de jours au cours du trimestre et la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au cours du premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, et le solde moyen des dépôts s'est accru de 0,7 milliard.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

Le bénéfice net s'est renforcé de 66 millions de dollars, ou de 7 %, au premier semestre. Les revenus se sont améliorés de 164 millions, ou de 5 %, grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la baisse de la dotation relative au portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 66 millions, ou de 4 %, malgré l'attention qui est toujours accordée à la gestion des charges, ce qui témoigne surtout des investissements réalisés pour soutenir l'essor des activités ainsi que de l'augmentation des frais liés au personnel. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation a été de 1,1 %.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 9,5 milliards de dollars, ou de 5 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 8,5 milliards, ou de 6 %.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	673	638	551	1 311	1 123
Revenus autres que d'intérêts	206	190	157	396	307
Total des revenus (bic) 1)	879	828	708	1 707	1 430
Dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	39	47	14	86	47
Charges autres que d'intérêts	558	531	467	1 089	938
Bénéfice avant impôts sur le résultat	282	250	227	532	445
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	76	68	60	144	117
Bénéfice net comptable	206	182	167	388	328
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	10	9	10	19	21
Bénéfice net ajusté	216	191	177	407	349
Croissance du bénéfice net (%)	23,4	13,1	16,4	18,4	10,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	21,5	11,5	14,4	16,6	8,6
Croissance des revenus (%)	24,1	14,7	(0,8)	19,4	-
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	19,6	12,7	(0,2)	16,2	(1,5)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	20,4	13,5	0,3	16,9	(0,9)
Levier d'exploitation (%) (bic)	4,5	2,0	(0,6)	3,2	1,5
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	3,7	1,2	(1,1)	2,5	0,9
Ratio d'efficacité (%) (bic)	63,5	64,1	65,9	63,8	65,5
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	62,0	62,5	63,9	62,3	63,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,71	3,63	3,46	3,67	3,46
Actif productif moyen	73 886	69 846	65 403	71 844	65 506
Solde moyen net des prêts et acceptations	69 048	64 937	59 368	66 971	59 194
Solde moyen des dépôts	65 608	64 931	61 649	65 266	61 698
(équivalents en millions de dollars canadiens)					
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	876	877	684	1 753	1 366
Revenus autres que d'intérêts	268	262	195	530	374
Total des revenus (bic) 1)	1 144	1 139	879	2 283	1 740
Dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	51	65	18	116	58
Charges autres que d'intérêts	727	730	579	1 457	1 140
Bénéfice avant impôts sur le résultat	366	344	282	710	542
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	99	93	75	192	143
Bénéfice net comptable	267	251	207	518	399
Bénéfice net ajusté	279	264	220	543	425
Croissance du bénéfice net (%)	29,4	30,5	30,8	30,0	22,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	27,4	28,6	28,5	28,0	20,9
Croissance des revenus (%)	30,2	32,3	11,6	31,2	11,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	25,5	30,2	12,3	27,8	9,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	26,3	31,0	12,9	28,6	10,4
Actif productif moyen	96 143	96 042	81 172	96 092	79 673
Solde moyen net des prêts et acceptations	89 845	89 300	73 683	89 570	72 007
Solde moyen des dépôts	85 363	89 204	76 515	87 304	75 040

1) Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

2) Les montants avant impôts de 13 millions de dollars américains au deuxième trimestre et au premier trimestre de 2016, de 14 millions de dollars américains au deuxième trimestre de 2015, de 26 millions de dollars américains au premier semestre de 2016 et de 28 millions de dollars américains au premier semestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a atteint 267 millions de dollars, ayant augmenté de 60 millions, ou de 29 %. Après ajustement, il s'est dégagé à 279 millions, ce qui représente une hausse de 59 millions, ou de 27 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 206 millions de dollars, dépassant ainsi de 39 millions, ou de 23 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 216 millions, pour une hausse de 39 millions, ou de 21 %, ayant bénéficié de l'acquisition de FET de BMO, laquelle a compté pour environ 15 % des revenus et des charges ajustées du trimestre, ainsi que d'une croissance interne.

À 879 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 171 millions, ou de 24 %, en raison des effets favorables de FET de BMO, de la progression des volumes de prêts et de dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, et ce, malgré la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 25 points de base, pour s'établir à 3,71 %, à la faveur de l'accroissement des marges sur les dépôts, de l'acquisition de FET de BMO et de la constatation de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs qui a été acquis, ce qui était auparavant constaté par les Services d'entreprise. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 39 millions de dollars, ayant augmenté de 25 millions en raison de la baisse des recouvrements au cours du trimestre et de l'ajout de FET de BMO. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 558 millions et, après ajustement, elles ont été de 545 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une hausse de 20 % qui provient principalement de l'acquisition de FET de BMO.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 9,7 milliards de dollars, ou de 16 %, sur un an, pour s'établir à 69,0 milliards, ce qui est imputable à l'acquisition de FET de BMO ainsi qu'à une croissance interne des prêts aux entreprises de 13 %. Ces facteurs ont été atténués par le recul des volumes de prêts aux particuliers, ce qui a résulté notamment de la réduction prévue du portefeuille de prêts automobiles indirects.

À 65,6 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 4,0 milliards, ou de 6 %, en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a découlé essentiellement de l'accroissement des volumes de dépôts des particuliers et des entreprises. Quant aux volumes de comptes de chèques des particuliers, ils ont augmenté de 997 millions, ou de 6 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est renforcé de 16 millions de dollars, ou de 7 %, en regard du trimestre précédent et, après ajustement, il a progressé de 15 millions, ou de 6 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est amélioré de 24 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est élargi de 25 millions, ou de 12 %.

Les revenus ont augmenté de 51 millions de dollars, ou de 6 %, en regard du trimestre précédent, ce qui a découlé de l'incidence, pour un trimestre entier, de FET de BMO, de l'élargissement des marges sur les dépôts et de la croissance interne des volumes de prêts, facteurs annulés en partie par les deux jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 8 points de base en regard du trimestre précédent, ce qui a résulté de l'amélioration des marges sur les dépôts et de l'incidence de FET de BMO pour un trimestre entier, ce qui a été neutralisé en partie par la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 8 millions de dollars grâce à la diminution de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont augmenté de 5 %, ce qui est imputable aux répercussions de FET de BMO pour un trimestre entier.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 4,1 milliards de dollars, ou de 6 %, en regard du trimestre précédent, ce qui provient de l'incidence de FET de BMO pour un trimestre entier et de la croissance interne des prêts aux entreprises. Ces facteurs ont été atténués par le recul des volumes de prêts aux particuliers, ce qui a découlé notamment de la réduction prévue du portefeuille de prêts automobiles indirects. Le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 0,7 milliard, ou de 1 %.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

Le bénéfice net a atteint 518 millions de dollars, ayant augmenté de 119 millions, ou de 30 %. Après ajustement, il s'est situé à 543 millions, en hausse de 118 millions, ou de 28 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 388 millions de dollars, ayant augmenté de 60 millions, ou de 18 %, et, après ajustement, il a été de 407 millions, pour une progression de 58 millions, ou de 17 %, qui reflète surtout l'incidence de FET de BMO qui a été acquise.

À 1 707 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 277 millions, ou de 19 %, en raison surtout de l'incidence positive de FET de BMO, de la croissance interne des prêts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contrebalancé en partie par la compression de celles sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 21 points de base, pour s'établir à 3,67 %, à la faveur de l'accroissement des marges sur les dépôts, de l'acquisition de FET de BMO et de la constatation de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des marges sur les prêts en raison des pressions de la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 86 millions de dollars, ayant augmenté de 39 millions en raison de la hausse des nouvelles dotations, du recul des recouvrements et de FET de BMO. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 089 millions, en hausse de 151 millions, ou de 16 %, et, après ajustement, ces charges ont été de 1 063 millions, ayant augmenté de 153 millions, ou de 17 %, ce qui est en grande partie imputable à FET de BMO.

À 67,0 milliards de dollars, le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 7,8 milliards, ou de 13 %, sur un an, ce qui est imputable à FET de BMO ainsi qu'à la croissance interne des prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par le recul des volumes de prêts aux particuliers par suite notamment de la contraction prévue du portefeuille de prêts automobiles indirects. Se chiffrant à 65,3 milliards

de dollars, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 3,6 milliards, ou de 6 %, en regard de la même période un an plus tôt en raison de l'accroissement des volumes des dépôts des particuliers et des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts	149	149	133	298	277
Revenus autres que d'intérêts	1 248	1 288	1 055	2 536	2 693
Total des revenus	1 397	1 437	1 188	2 834	2 970
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	407	366	24	773	771
Revenus, déduction faite des SCVPI	990	1 071	1 164	2 061	2 199
Dotations à la provision pour pertes sur créances	2	2	1	4	3
Charges autres que d'intérêts	816	877	836	1 693	1 664
Bénéfice avant impôts sur le résultat	172	192	327	364	532
Charge d'impôts sur le résultat	38	44	89	82	135
Bénéfice net comptable	134	148	238	282	397
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	5	9	10	14	20
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	19	19	17	38	34
Bénéfice net ajusté	158	176	265	334	451
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	90	154	169	244	324
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	68	22	96	90	127
Croissance du bénéfice net (%)	(43,7)	(6,8)	24,0	(29,0)	8,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(40,8)	(4,9)	33,9	(26,1)	18,8
Croissance des revenus (%)	17,6	(19,3)	(1,5)	(4,6)	22,2
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(14,9)	3,5	32,5	(6,2)	26,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(2,4)	5,9	32,6	1,7	30,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(1,9)	6,0	29,1	2,0	27,0
Rendement des capitaux propres (%)	8,9	9,4	17,0	9,2	14,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	10,5	11,3	19,0	10,9	16,2
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(12,5)	(2,4)	(0,1)	(7,9)	(4,4)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(13,0)	(2,5)	3,4	(8,2)	(1,0)
Ratio d'efficacité (%)	58,4	61,0	70,4	59,7	56,0
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	82,4	81,9	71,8	82,1	75,7
Ratio d'efficacité ajusté (%)	56,4	58,5	67,6	57,4	53,7
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	79,5	78,5	69,0	79,0	72,6
Actifs sous gestion et sous administration	816 602	863 623	832 972	816 602	832 972
Actif productif moyen	25 232	25 555	23 596	25 395	23 181
Solde moyen net des prêts et acceptations	16 064	16 206	14 202	16 137	14 024
Solde moyen des dépôts	29 713	28 911	27 308	29 308	26 946

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus	92	176	185	268	370
Charges autres que d'intérêts	145	151	163	296	332
Bénéfice net comptable	(39)	20	15	(19)	27
Bénéfice net ajusté	(36)	24	20	(12)	37
Actif productif moyen	3 446	3 432	3 196	3 439	3 191
Solde moyen net des prêts et acceptations	3 151	3 147	2 931	3 150	2 892
Solde moyen des dépôts	5 659	5 820	6 110	5 741	6 205

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts liés à F&C de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, de 12 millions au premier trimestre de 2016, de 11 millions au deuxième trimestre de 2015, de 18 millions au premier semestre de 2016 et de 24 millions au premier semestre de 2015 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 23 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, de 24 millions au premier trimestre de 2016, de 22 millions au deuxième trimestre de 2015, de 47 millions au premier semestre de 2016 et de 44 millions au premier semestre de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a été de 134 millions de dollars, comparativement à 238 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est chiffré à 158 millions, contre 265 millions au même trimestre de 2015. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 90 millions, comparativement à 169 millions un an plus tôt, ce qui a découlé d'une réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions. Les résultats ajustés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine sous-jacentes sont demeurés les mêmes, l'essor de ces activités ayant été neutralisé par les répercussions du repli des marchés boursiers sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 68 millions, contre 96 millions un an auparavant, résultat qui avait été exceptionnellement élevé.

Les revenus se sont établis à 1 397 millions de dollars, comparativement à 1 188 millions il y a un an. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 15 %, pour se situer à 990 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 868 millions, contre 998 millions pour le même trimestre de 2015, ce qui a résulté de la réduction de valeur d'un placement de 108 millions avant impôts, du repli des marchés boursiers sur un an et de l'incidence des désinvestissements, soit surtout la vente de notre unité de services de retraite aux États-Unis au quatrième trimestre de 2015. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de ces activités. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 122 millions, contre 166 millions au même trimestre de 2015, période où ils avaient été exceptionnellement élevés.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 816 millions de dollars et, après ajustement, elles ont totalisé 787 millions, ce qui représente, dans les deux cas, une baisse de 2 % ou de 3 %, exclusion faite de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling. Leur baisse a résulté de l'incidence des désinvestissements, tel qu'il est indiqué ci-dessus, et du recul des charges liées aux revenus.

À 817 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont fléchi de 16 milliards, ou de 2 %, par rapport à il y a un an, ce qui a résulté du recul des marchés, recul qui a été compensé en partie par des fluctuations favorables des cours de change.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est dégagé à 134 millions de dollars, comparativement à 148 millions au trimestre précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 158 millions, contre 176 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 15 millions, compte non tenu de la réduction de valeur d'un placement, ce qui est imputable à la baisse des charges. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a progressé de 46 millions puisque les taux d'intérêt et les marchés boursiers avaient eu des conséquences négatives au trimestre précédent.

Les revenus nets se sont situés à 990 millions de dollars, contre 1 071 millions pour la période précédente. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été de 868 millions, contre 1 007 millions au trimestre précédent, ce qui reflète la réduction de valeur d'un placement ainsi que l'incidence du recul du dollar américain et de la livre sterling ainsi que des deux jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la meilleure tenue des marchés boursiers d'un trimestre à l'autre. Les revenus nets d'assurance ont augmenté de 58 millions de dollars en raison des éléments indiqués ci-dessus. Le fléchissement du dollar américain et de la livre sterling a affaibli les revenus de 15 millions.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 816 millions de dollars, ayant baissé de 61 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 787 millions, ce qui représente un recul de 54 millions. Ce recul est essentiellement attribuable à la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au cours du premier trimestre de l'exercice. La dépréciation du dollar américain et de la livre sterling ont allégé de 18 millions les charges ajustées.

À 817 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont fléchi de 47 milliards, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui a résulté surtout des fluctuations défavorables des cours de change.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

Le bénéfice net a été de 282 millions de dollars, comparativement à 397 millions au semestre correspondant de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 334 millions, contre 451 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est chiffré à 244 millions, contre 324 millions il y a un an, ce qui a découlé de la réduction de valeur d'un placement, l'essor sous-jacent de ces activités ayant été neutralisé par l'incidence du repli des marchés boursiers sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 90 millions, contre 127 millions, ce qui a résulté du fait qu'il y a un an, les résultats avaient été exceptionnellement élevés en raison surtout de l'accroissement des avantages générés par les changements apportés à notre portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs.

Les revenus nets ont été de 2 061 millions de dollars, contre 2 199 millions au semestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 875 millions, ce qui représente une hausse de 19 millions, compte non tenu de la réduction de valeur d'un placement puisque l'essor sous-jacent de ces activités a été atténué par le recul des marchés boursiers sur un an et par l'incidence des désinvestissements, soit essentiellement la vente de notre unité de services de retraite aux États-Unis. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont été de 186 millions, contre 235 millions, ce dernier résultat ayant été, tel qu'il est indiqué ci-dessus, exceptionnellement élevé. L'appréciation du dollar américain et de la livre sterling a ajouté 45 millions aux revenus.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 693 millions de dollars, en hausse de 29 millions et, après ajustement, elles ont totalisé 1 628 millions, ce qui signale une augmentation de 32 millions ou une baisse de 9 millions, compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling, ce qui a découlé surtout de l'incidence des désinvestissements, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts (bic)	378	429	274	807	662
Revenus autres que d'intérêts	692	591	737	1 283	1 269
Total des revenus (bic)	1 070	1 020	1 011	2 090	1 931
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	44	8	5	52	14
Charges autres que d'intérêts	633	661	616	1 294	1 239
Bénéfice avant impôts sur le résultat	393	351	390	744	678
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	102	91	94	193	162
Bénéfice net comptable et ajusté	291	260	296	551	516
Revenus du secteur Produits de négociation	730	589	660	1 319	1 230
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	340	431	351	771	701
Croissance du bénéfice net (%)	(1,7)	18,4	(2,6)	6,9	(10,9)
Croissance des revenus (%)	5,8	10,9	6,3	8,2	0,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,8	6,2	6,1	4,5	4,2
Rendement des capitaux propres (%)	14,7	13,2	17,9	14,0	15,8
Levier d'exploitation (%) (bic)	3,0	4,7	0,2	3,7	(3,7)
Ratio d'efficience (%) (bic)	59,2	64,8	60,9	61,9	64,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,61	0,66	0,48	0,64	0,56
Actif productif moyen	251 645	257 905	235 156	254 809	236 188
Actif moyen	303 132	311 775	289 591	307 501	288 409
Solde moyen net des prêts et acceptations	45 313	44 043	35 837	44 671	34 997
Solde moyen des dépôts	143 560	155 964	136 155	149 830	137 471
États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	281	270	297	551	562
Charges autres que d'intérêts	216	215	221	431	441
Bénéfice net comptable	36	34	51	70	80
Actif productif moyen	77 317	78 730	74 226	78 031	75 209
Actif moyen	84 712	85 970	83 504	85 348	84 380
Solde moyen net des prêts et acceptations	15 143	13 749	10 507	14 438	10 366
Solde moyen des dépôts	50 112	55 769	54 394	52 972	56 533

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 291 millions de dollars, en baisse de 5 millions, ou de 2 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent puisque le montant élevé des revenus a été annulé par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 14,7 %, comparativement à 17,9 % un an plus tôt, et ce, principalement en raison de l'attribution d'un montant plus important de fonds propres.

Les revenus ont augmenté de 59 millions de dollars, ou de 6 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, leur hausse a été de 4 %. Les revenus du secteur Produits de négociation ont été excellents, ce qui a découlé surtout de l'intensification des activités menées pour les clients, alors que les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont fléchi puisque la hausse des revenus tirés des services bancaires aux sociétés a été plus qu'annulée par le recul des profits nets sur titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, au montant de 44 millions de dollars, a augmenté de 39 millions, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations liées au secteur des ressources naturelles. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 17 millions, ou de 3 %, mais compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, elles se sont accrues de 4 millions, ou de 1 %, en raison de l'augmentation des frais liés au personnel.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 31 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé surtout du très bon rendement du secteur Produits de négociation et de la baisse des frais liés au personnel, facteurs atténués par la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont augmenté de 50 millions de dollars, ou de 5 %. Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, les revenus se sont renforcés de 71 millions, ou de 7 %. Le montant élevé des revenus du secteur Produits de négociation a découlé de l'intensification des activités menées pour les clients et de la meilleure tenue des marchés. Dans le cas du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, la hausse des revenus tirés de la prise ferme d'actions qu'a engendrée le nombre plus élevé d'émissions a été plus qu'annulée par le recul des résultats des services de consultation et des profits nets sur titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 36 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations liées au secteur des ressources naturelles. Les charges autres que d'intérêts ont fléchi de 28 millions, ou de 4 %, en regard du trimestre précédent. Compte non tenu de l'incidence de la moins-value du dollar américain, ces charges ont diminué de 12 millions, ou de 2 %, en raison de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, laquelle est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 551 millions de dollars, en hausse de 35 millions, ou de 7 %, sur un an.

Les revenus ont augmenté de 159 millions de dollars, ou de 8 %. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, les revenus se sont renforcés de 97 millions, ou de 5 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus de négociation, des commissions des services de consultation de banque d'investissement et des revenus générés par les services bancaires aux sociétés, ce qui a été atténué par la diminution des profits nets sur titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 38 millions de dollars en raison surtout de la hausse des dotations liées au secteur des ressources naturelles. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 55 millions, ou de 4 %. Compte non tenu de l'incidence de la plus-value du dollar américain, ces charges ont augmenté de 3 millions.

Services d'entreprise

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T2-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes 1)	(85)	(69)	(96)	(154)	(140)
Compensation sur une bic des groupes	(120)	(160)	(100)	(280)	(290)
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	(205)	(229)	(196)	(434)	(430)
Revenus autres que d'intérêts	23	(17)	39	6	137
Total des revenus (bic) 1)	(182)	(246)	(157)	(428)	(293)
Recouvrement de pertes sur créances 1)	(23)	(32)	(6)	(55)	(26)
Charges autres que d'intérêts	295	130	269	425	428
Perte avant impôts sur le résultat	(454)	(344)	(420)	(798)	(695)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(210)	(224)	(193)	(434)	(394)
Perte nette comptable	(244)	(120)	(227)	(364)	(301)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	11	6	-	17	-
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	62	-	62	-
Coûts de restructuration 4)	132	-	106	132	106
Perte nette ajustée	(101)	(52)	(121)	(153)	(195)
Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise					
Prêts immobiliers douteux	(4)	(3)	18	(7)	23
Intérêts sur les prêts douteux	-	-	5	-	9
Prêts douteux acquis	(19)	(29)	(26)	(48)	(55)
Prêts productifs acquis	-	-	(3)	-	(3)
Recouvrement de pertes sur créances	(23)	(32)	(6)	(55)	(26)
Solde moyen des prêts et acceptations	81	137	261	109	281
Prêts et acceptations à la clôture de la période	75	100	206	75	206
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic) 1)	(36)	(37)	(35)	(73)	(41)
Recouvrement de pertes sur créances 1)	(17)	(67)	(33)	(84)	(34)
Charges autres que d'intérêts	79	31	82	110	165
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(32)	(2)	(43)	(34)	(89)
Bénéfice net (perte) comptable	(66)	1	(41)	(65)	(83)
Total des revenus ajustés (bic) 1)	(36)	(37)	(35)	(73)	(41)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement 1)	(17)	(23)	(4)	(40)	(22)
Charges autres que d'intérêts ajustées	13	24	41	37	124
Perte nette ajustée	(25)	(22)	(33)	(47)	(64)

1) Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

2) Les coûts d'intégration liés à l'acquisition de FET de BMO ont été essentiellement inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures.

4) Les charges de restructuration avant impôts sont de 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 puisque nous accélérons le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficacités opérationnelles et de 149 millions au deuxième trimestre de 2015, ce qui résulte surtout de mesures de restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Ces charges ont été prises en compte dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux lois et à la réglementation, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information et de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts de prestation des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats d'exploitation ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et certaines répercussions de la comptabilisation des prêts acquis.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2015

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 244 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 227 millions il y a un an. Le résultat comptable du trimestre considéré tient compte d'une charge de restructuration de 132 millions après impôts (188 millions avant impôts) imputable au fait que nous accélérons le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficiences opérationnelles. Le résultat du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenait compte d'une charge de restructuration de 106 millions après impôts (149 millions avant impôts) qui avait été engagée essentiellement afin d'engendrer des efficiences opérationnelles. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 101 millions pour le trimestre, contre 121 millions un an auparavant. Les résultats ajustés se sont améliorés grâce à des charges exceptionnellement basses ainsi qu'à la hausse des recouvrements de pertes sur créances au cours du trimestre considéré.

Comparaison du deuxième trimestre de 2016 et du premier trimestre de 2016

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 244 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 120 millions pour le trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 101 millions, contre 52 millions au premier trimestre de 2016. Les résultats ajustés ont diminué principalement en raison du repli des revenus et des recouvrements de pertes sur créances, repli atténué par le fait que les charges ont été exceptionnellement faibles au cours du trimestre.

Comparaison du premier semestre de 2016 et du premier semestre de 2015

La perte nette des Services d'entreprise a été de 364 millions de dollars pour le premier semestre de 2016, contre 301 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 153 millions au premier semestre de 2016, comparativement à 195 millions un an auparavant. Les résultats ajustés se sont améliorés en raison surtout de charges exceptionnellement faibles et de l'augmentation des recouvrements de pertes sur créances, ce qui a été annulé en partie par la diminution des revenus au cours du présent exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014
Total des revenus 1)	5 101	5 075	4 982	4 826	4 526	5 055	4 640	4 735
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	407	366	265	218	24	747	300	520
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 694	4 709	4 717	4 608	4 502	4 308	4 340	4 215
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	201	183	128	160	161	163	170	130
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges autres que d'intérêts	3 312	3 270	3 093	2 971	3 112	3 006	2 887	2 756
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 181	1 256	1 496	1 477	1 229	1 139	1 283	1 329
Charge d'impôts sur le résultat	208	188	282	285	230	139	213	203
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	973	1 068	1 214	1 192	999	1 000	1 070	1 126
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 152	1 178	1 264	1 230	1 146	1 041	1 111	1 162
Bénéfice de base par action (\$)	1,46	1,59	1,83	1,81	1,49	1,47	1,57	1,68
Bénéfice dilué par action (\$)	1,45	1,58	1,83	1,80	1,49	1,46	1,56	1,67
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,73	1,75	1,90	1,86	1,71	1,53	1,63	1,73
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,61	1,58	1,53	1,52	1,48	1,51	1,57	1,55
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,23	0,21	0,15	0,20	0,20	0,21	0,23	0,18
Taux d'impôt effectif (%)	17,6	15,0	18,8	19,3	18,8	12,2	16,6	15,3
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	19,6	16,2	18,9	19,4	19,8	12,6	16,8	15,6
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,30	1,37	1,32	1,27	1,24	1,19	1,11	1,08
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
PE Canada	525	529	561	556	485	503	526	524
PE États-Unis	267	251	208	222	207	192	169	162
Services bancaires Particuliers et entreprises	792	780	769	778	692	695	695	686
Gestion de patrimoine	134	148	243	210	238	159	225	189
BMO Marchés des capitaux	291	260	241	272	296	220	190	305
Services d'entreprise	(244)	(120)	(39)	(68)	(227)	(74)	(40)	(54)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	973	1 068	1 214	1 192	999	1 000	1 070	1 126
Bénéfice net ajusté des groupes d'exploitation								
PE Canada	525	530	562	557	486	504	527	525
PE États-Unis	279	264	222	235	220	205	182	175
Services bancaires Particuliers et entreprises	804	794	784	792	706	709	709	700
Gestion de patrimoine	158	176	271	233	265	186	252	211
BMO Marchés des capitaux	291	260	242	273	296	220	190	305
Services d'entreprise	(101)	(52)	(33)	(68)	(121)	(74)	(40)	(54)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 152	1 178	1 264	1 230	1 146	1 041	1 111	1 162

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 66 et 67 de son Rapport annuel pour 2015. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de 2014 et le deuxième trimestre de 2016. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 140 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un groupe de soutien afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada a été élevé tout au long de 2014. Il s'est ensuite comprimé dans la première moitié de 2015, mais a affiché une croissance plus forte dans la seconde. Dans la première moitié de 2016, la dotation à la provision pour pertes sur créances a dépassé celle du deuxième semestre de 2015, celle-ci ayant été anormalement faible. La croissance des revenus provient de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Malgré leur gestion toujours rigoureuse, les charges ont augmenté, et ce, en raison des investissements continus aux fins du soutien de la croissance des activités.

PE États-Unis

Les résultats de PE États-Unis se sont améliorés à partir du quatrième trimestre de 2014 et jusqu'au deuxième trimestre de 2016 grâce à une saine gestion des charges dans un contexte où les taux d'intérêt posaient leur lot de défis. La croissance en 2016 reflète en grande partie l'acquisition de FET de BMO.

Gestion de patrimoine

Dans les deux derniers trimestres, les résultats de la Gestion de patrimoine ont été anormalement faibles puisqu'ils ont été touchés par la baisse des revenus tirés des produits tarifés qu'a causée le repli des marchés boursiers sur un an. La réduction de valeur d'un placement a également affaibli les résultats du trimestre à l'étude. Les résultats d'exploitation des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont bénéficié, à partir de la seconde moitié de 2014, de l'apport de F&C qui a été acquise et d'un profit sur la vente de notre unité de

services de retraite aux États-Unis au dernier trimestre de 2015. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement de l'incidence des taux d'intérêt et des marchés boursiers ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles.

BMO Marchés des capitaux

Après un excellent rendement au troisième trimestre de 2014, les activités sur les marchés ont ralenti au trimestre suivant, et les résultats du premier trimestre de 2015 ont été affaiblis par des ajustements d'évaluation du crédit et du financement défavorables. Les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2015 reflètent l'amélioration du rendement des secteurs Produits de négociation et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Les activités sur certains marchés se sont essouffées au quatrième trimestre de 2015 ainsi qu'au premier trimestre de 2016, car la conjoncture était plus difficile. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 témoignent de l'excellent rendement du secteur Produits de négociation, facteur atténué par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a été stable au cours des derniers trimestres, mais a augmenté au deuxième trimestre de 2016.

Services d'entreprise

Le bénéfice net trimestriel ajusté peut fluctuer d'un trimestre à l'autre et est touché par la variabilité inhérente aux avantages que procure le portefeuille de prêts acquis. Depuis le premier trimestre de 2016, la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances présentée dans les revenus nets d'intérêts et la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard du portefeuille productif acquis sont comptabilisées dans PE États-Unis, ce qui cadre avec la comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Change

Le dollar américain s'est grandement renforcé depuis 2014, sauf au troisième trimestre de 2014 ainsi qu'aux deuxième trimestres de 2015 et de 2016, où il s'est quelque peu replié. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour (des recouvrements de) pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains, mais il réduit le rendement des capitaux propres.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice généré dans chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 30 avril 2016, le total des actifs atteignait 681,5 milliards de dollars, ayant augmenté de 39,6 milliards en regard du 31 octobre 2015, ce qui inclut une baisse de 12,1 milliards attribuable à la moins-value du dollar américain, exclusion faite de ses répercussions sur les actifs financiers dérivés. Ceux-ci ont progressé de 2,3 milliards et les passifs financiers dérivés, de 3,3 milliards, et ce, en raison surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change par suite de l'intensification des activités menées pour les clients.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à la dépréciation du dollar américain. La hausse de 24,4 milliards de dollars du solde net des prêts provient essentiellement de la croissance interne des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable aux groupes d'exploitation et à FET de BMO qui a été acquise. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 15,8 milliards de dollars, ce qui s'explique par les activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les valeurs mobilières ont augmenté de 9,4 milliards en raison de l'accroissement des titres de négociation. Les autres actifs, excluant les actifs financiers dérivés, ont augmenté de 2,0 milliards. Les hausses indiquées ci-dessus ont été contrebalancées en partie par une baisse de 2,2 milliards de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, ce qui a résulté surtout de la trésorerie qui a été affectée à l'acquisition de FET de BMO.

Les passifs se sont accrus de 40,5 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2015, ce qui tient compte d'une baisse de 11,4 milliards qui a découlé du recul du dollar américain, exclusion faite de ses répercussions sur les passifs financiers dérivés, et d'une augmentation de 3,3 milliards des passifs financiers dérivés, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à un dollar américain plus faible. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 20,8 milliards de dollars en raison des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. L'accroissement de 15,7 milliards des dépôts a résulté d'une augmentation de 9,4 milliards des dépôts des particuliers et de hausses de 3,5 milliards des dépôts d'autres banques et de 2,8 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques, ce qui reflète l'augmentation des dépôts de gros et de ceux des clients. Les titres vendus à découvert ont progressé de 6,3 milliards de dollars en raison des activités

ménées pour les clients. Les autres passifs se sont accrus de 4,8 milliards en raison surtout des activités touchant la trésorerie. Quant aux acceptations, elles ont augmenté de 0,8 milliard.

Le total des capitaux propres s'est comprimé de 0,9 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2015. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est affaibli de 0,4 milliard, en raison surtout de la diminution du cumul des autres éléments du résultat global, ce qui a été compensé en partie par la hausse des résultats non distribués. Le cumul des autres éléments du résultat global relatif à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger a diminué de 0,9 milliard, compte non tenu de l'incidence des couvertures, en raison surtout de la moins-value du dollar américain. La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales a fléchi de 0,5 milliard par suite du rachat de titres de fiducie de capital.

Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est affaibli de 2,6 milliards depuis le 31 janvier 2016, en raison surtout de la diminution du cumul des autres éléments du résultat global, ce qui a été compensé en partie par la hausse des résultats non distribués. Le cumul des autres éléments du résultat global relatif à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger a diminué de 2,4 milliards, compte non tenu de l'incidence des couvertures, en raison surtout de la moins-value du dollar américain. La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales est demeurée pour ainsi dire inchangée.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2015 et correspondent à celles décrites à la note 29 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 197 du Rapport annuel 2015 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2015. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation canadiennes des clients, entités à financement structuré et entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 30 avril 2016.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2015 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 78 à 80 ainsi que 141 à 143 du Rapport annuel 2015 de BMO.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 143 et 144 du Rapport annuel pour 2015 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités des trimestres clos le 31 janvier 2016 et le 30 avril 2016 renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir. Nous adopterons l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), en date du 1^{er} novembre 2017. L'IFRS 9 traite de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. En décembre 2015, le CBCB a publié ses *recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit attendues*, recommandations qui fournissent d'autres directives concernant l'application de l'IFRS 9 par les institutions bancaires.

Les pages 80 et 81 du Rapport annuel pour 2015 de BMO donnent de l'information supplémentaire à ce sujet. Nous évaluons actuellement les répercussions que cette nouvelle norme aura sur nos résultats financiers à venir, mais nous nous attendons à ce que la provision générale augmente en raison de celle-ci. Toute hausse de cette provision au moment de la transition sera constatée dans les résultats non distribués.

Instruments financiers désignés

Les pages 76 et 77 du Rapport annuel pour 2015 de BMO donnent plus de renseignements sur des instruments financiers désignés qui, depuis 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru, et présentent de l'information sur les secteurs présentant un intérêt particulier, soit le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier. Les prêts en cours de BMO dans le secteur pétrolier et gazier représentent toujours environ 2 % du total des prêts et ceux du secteur minier, toujours moins de 1 % de ce total. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent

les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2015.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires ainsi qu'au paragraphe suivant, et de nous y préparer.

Budget fédéral. Le budget fédéral qui a été déposé le 22 mars 2016 aura des répercussions sur le secteur bancaire au Canada et comportait des propositions d'amendement à la *Loi sur les banques* afin d'actualiser le cadre de protection des clients du secteur financier. Tel qu'il est indiqué à la page 14 de la rubrique sur la gestion du capital, en avril 2016, le gouvernement canadien a déposé les dispositions législatives qu'exige l'instauration d'un régime de recapitalisation interne visant à rehausser les mesures de résolution des problèmes bancaires au pays et de les rendre comparables à ce qui se fait sur la scène internationale.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 70, 105 et 114 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 86 à 117 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 17 ci-dessous présente des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2016				Au 31 octobre 2015				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 111	-	36 111	-	40 295	-	40 295	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 386	962	6 424	-	7 382	1 212	6 170	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	78 960	71 690	7 270	-	72 460	65 066	7 394	-	Taux d'intérêt, écart de taux, actions
Titres disponibles à la vente	49 690	-	49 690	-	48 006	-	48 006	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 401	-	8 401	-	9 432	-	9 432	-	Taux d'intérêt
Titres divers	1 145	-	1 145	-	1 020	-	1 020	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	81 890	-	81 890	-	68 066	-	68 066	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	341 688	-	341 688	-	322 717	-	322 717	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	40 585	38 311	2 274	-	38 238	35 924	2 314	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	12 091	-	12 091	-	11 307	-	11 307	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	23 511	-	8 693	14 818	22 958	-	8 195	14 763	Taux d'intérêt
Total des actifs	681 458	110 963	555 677	14 818	641 881	102 202	524 916	14 763	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	444 793	11 156	433 637	-	438 169	9 429	428 740	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	45 979	43 735	2 244	-	42 639	39 907	2 732	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	12 091	-	12 091	-	11 307	-	11 307	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	27 071	27 071	-	-	21 226	21 226	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	59 193	-	59 193	-	39 891	-	39 891	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	48 656	-	48 359	297	44 320	-	44 218	102	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	4 643	-	4 643	-	4 416	-	4 416	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	642 426	81 962	560 167	297	601 968	70 562	531 304	102	

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

- 1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la VaR liée aux activités de négociation a augmenté au cours du trimestre en raison surtout des taux d'intérêt et des capitaux propres, ce qui a découlé de l'incidence récente de données historiques plus volatiles qui ont servi à calculer la VaR, des changements de certains taux de base du marché et de l'intensification des activités menées pour les clients. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension s'est accru au cours du trimestre en raison des changements de certains de taux de base du marché et des activités plus intenses qui ont été menées pour les clients.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement l'incidence des taux minimums des dépôts des clients qui ont été modélisés. La sensibilité de la valeur économique structurelle est demeurée pour ainsi dire inchangée au cours du trimestre. En regard du 31 octobre 2015, la sensibilité de la valeur économique structurelle à une hausse ou à une baisse des taux d'intérêt a changé, et ce, essentiellement en raison de la mise en œuvre d'un nouveau modèle pour les dépôts canadiens au premier trimestre, modèle qui reflète la valeur plus élevée de certains dépôts lorsque les taux augmentent et l'incidence, lorsque les taux baissent, des taux minimums des dépôts des clients qui sont modélisés. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte du risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi que le fait qu'il est plus difficile de réduire les taux des dépôts lorsque les taux d'intérêt diminuent. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. La sensibilité du résultat structurel n'a pour ainsi dire pas changé au cours du trimestre. L'augmentation, en regard du 31 octobre 2015, de l'exposition à une baisse des taux rend surtout compte du fait que les taux d'intérêt à court terme américains pourraient dorénavant reculer plus fortement vu qu'ils ont été augmentés en décembre 2015.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 100 à 104 de son Rapport annuel pour 2015.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 18

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016				Au 31 janvier 2016	Au 31 octobre 2015
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,6)	(0,5)	(1,4)	(0,3)	(0,5)	(0,4)
VaR liée aux actions	(7,6)	(7,6)	(9,9)	(5,2)	(5,9)	(6,9)
VaR liée au change	(0,3)	(0,9)	(2,1)	(0,3)	(0,7)	(2,6)
VaR liée aux taux d'intérêt	(13,8)	(12,2)	(16,2)	(8,2)	(8,8)	(10,5)
VaR liée au crédit	(2,3)	(2,9)	(4,5)	(1,7)	(4,0)	(2,7)
Diversification	8,9	9,2	n. s.	n. s.	8,4	9,8
Total de la VaR – Négociation	(15,7)	(14,9)	(18,8)	(10,6)	(11,5)	(13,3)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2016				Au 31 janvier 2016	Au 31 octobre 2015
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(0,9)	(0,9)	(1,2)	(0,8)	(1,0)	(0,7)
VaR liée aux actions en période de tension	(14,5)	(12,9)	(15,7)	(10,2)	(10,4)	(17,6)
VaR liée au change en période de tension	(1,0)	(1,6)	(3,9)	(0,6)	(1,4)	(2,2)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(20,6)	(15,9)	(20,6)	(11,6)	(12,7)	(10,4)
VaR liée au crédit en période de tension	(3,9)	(5,5)	(9,2)	(2,8)	(9,0)	(5,2)
Diversification	17,2	16,3	n. s.	n. s.	17,1	15,0
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(23,7)	(20,5)	(24,3)	(16,2)	(17,4)	(21,1)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

n. s. – non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4) 5)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015
Hausse de 100 points de base	(405,8)	(395,8)	(647,6)	201,5	197,3	220,7
Baisse de 100 points de base	(222,2)	(227,9)	107,3	(186,4)	(196,6)	(95,3)

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

1) Nous avons retraité les sensibilités du résultat au risque structurel pour qu'elles soient avant impôts au premier trimestre de 2016 et nos positions pour l'exercice 2015 ont été retraitées afin d'en permettre la comparaison.

2) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 50 points de base (50 points de base pour les taux canadiens et 25 points de base pour les taux américains en 2015) pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.

3) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque.

4) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

5) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2016 donnerait lieu à une augmentation de 101 millions de dollars de leur bénéfice avant impôts et à une hausse de 600 millions de leur valeur économique avant impôts (101 millions et 587 millions, respectivement, au 31 janvier 2016; 94 millions et 511 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2016 donnerait lieu à une diminution de 98 millions de leur bénéfice avant impôts et à une diminution de 724 millions de leur valeur économique avant impôts (101 millions et 710 millions, respectivement, au 31 janvier 2016; 93 millions et 612 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 21 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 182,8 milliards de dollars au 30 avril 2016, contre 202,0 milliards au 31 janvier 2016. La baisse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement des conséquences de la moins-value du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la

Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas les facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 22 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

Tableau 21

	Au 30 avril 2016					Au 31 janvier 2016
	Valeurs comptables/ actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 111	-	36 111	1 885	34 226	36 927
Dépôts à d'autres banques	7 386	-	7 386	-	7 386	7 433
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	119 817	15 736	135 553	92 849	42 704	57 152
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	20 581	1 588	22 169	5 689	16 480	17 260
Titres de créance d'entreprises	20 688	6 854	27 542	1 696	25 846	24 871
Titres de participation d'entreprises	59 000	20 975	79 975	43 875	36 100	38 432
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	220 086	45 153	265 239	144 109	121 130	137 715
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	22 750	-	22 750	2 693	20 057	19 913
Total des actifs liquides	286 333	45 153	331 486	148 687	182 799	201 988
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	113 188	-	113 188	550	112 638	110 715
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	399 521	45 153	444 674	149 237	295 437	312 703

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 30 avril 2016.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2016					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	43 497	-	1 885	400	41 212
Valeurs mobilières 5)	287 989	117 038	29 764	8 647	132 540
Prêts	318 938	51 809	550	153 941	112 638
Autres actifs					
Instruments dérivés	40 585	-	-	40 585	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 091	-	-	12 091	-
Bureaux et matériel	2 230	-	-	2 230	-
Écart d'acquisition	6 149	-	-	6 149	-
Immobilisations incorporelles	2 178	-	-	2 178	-
Actifs d'impôt exigible	736	-	-	736	-
Actifs d'impôt différé	3 115	-	-	3 115	-
Actifs divers	9 103	-	-	9 103	-
Total des autres actifs	76 187	-	-	76 187	-
Total des actifs	726 611	168 847	32 199	239 175	286 390

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2016					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	46 394	-	2 034	402	43 958
Valeurs mobilières 5)	290 583	105 818	27 137	8 364	149 264
Prêts	322 139	44 083	738	166 603	110 715
Autres actifs					
Instruments dérivés	49 233	-	-	49 233	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 345	-	-	11 345	-
Bureaux et matériel	2 339	-	-	2 339	-
Écart d'acquisition	6 787	-	-	6 787	-
Immobilisations incorporelles	2 306	-	-	2 306	-
Actifs d'impôt exigible	735	-	-	735	-
Actifs d'impôt différé	3 360	-	-	3 360	-
Actifs divers	9 692	-	-	9 692	-
Total des autres actifs	85 797	-	-	85 797	-
Total des actifs	744 913	149 901	29 909	261 166	303 937

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 9,0 milliards de dollars au 30 avril 2016, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprendent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 23 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 30 avril 2016, le RLCT moyen de fin de mois, soit 123 %, a été calculé comme étant le ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a diminué en regard de celui de 127 % du trimestre précédent, ce qui est principalement imputable à la diminution des actifs liquides de haute qualité. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 21.

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a parachevé l'élaboration du ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) en 2015, ratio qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Le RSLLT est une mesure réglementaire qui permet de comparer la stabilité présumée du profil de financement d'une banque à la valeur présumée de ses actifs, sur le plan de la liquidité. Le BSIF est censé publier en 2016 un document consultatif décrivant l'instauration du RSLLT au pays. Nous évaluons actuellement les répercussions de ce changement, lequel pourrait, selon les règles finales qui seront établies, accroître les coûts du financement de certaines activités. D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 105 de son Rapport annuel pour 2015.

Ratio de liquidité à court terme (en milliards de dollars canadiens)

Tableau 23

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Trimestre clos le 30 avril 2016		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	122,4
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	146,3	8,5
Dépôts stables	87,3	2,6
Dépôts moins stables	59,0	5,9
Financement de gros non garanti, dont :	137,4	77,1
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	54,7	13,6
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	56,0	36,8
Dettes non garanties	26,7	26,7
Financement de gros garanti	*	10,6
Exigences supplémentaires, dont :	126,6	24,4
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	16,4	5,1
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3,1	3,1
Facilités de crédit et de liquidité	107,1	16,2
Autres obligations de financement contractuelles	0,8	-
Autres obligations de financement conditionnelles	321,1	5,5
Total des sorties de trésorerie	*	126,1
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (par ex., prises en pension)	102,0	13,9
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,0	6,7
Autres entrées de trésorerie	6,1	6,1
Total des entrées de trésorerie	118,1	26,7
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		122,4
Total des sorties nettes de trésorerie		99,4
Ratio de liquidité à court terme (%)		123
Trimestre clos le 31 janvier 2016		
Total des actifs liquides de haute qualité		135,8
Total des sorties nettes de trésorerie		107,3
Ratio de liquidité à court terme (%)		127

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) La moyenne est calculée selon les valeurs de fin de mois pour le trimestre.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice sur les normes de liquidité.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 268,9 milliards de dollars au 30 avril 2016, comparativement à 282,7 milliards au 31 janvier 2016, ce qui est essentiellement imputable aux conséquences de la dépréciation du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts servant à faciliter certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels et émet, principalement à des épargnants, des billets structurés. Au 30 avril 2016, ces dépôts et billets se chiffraient à 39,5 milliards.

Au 30 avril 2016, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 167,1 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 48,0 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 119,1 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a baissé en regard de celui de 171,4 milliards au 31 janvier 2016 en raison surtout de l'incidence du repli du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24. La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 182,8 milliards au 30 avril 2016 et qui, tel qu'il est décrit à la page 32, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de créances de marges de crédit sur valeur domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO a une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement éventuelles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques et est régulièrement mis à jour au cours de l'exercice afin que les résultats réels et les plus récentes informations prévisionnelles y soient intégrés.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Tableau 24

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 30 avril 2016								
Dépôts d'autres banques	9 148	667	3	25	9 843	–	–	9 843
Certificats de dépôt et papier commercial	12 053	21 114	13 491	8 891	55 549	1 365	–	56 914
Billets de dépôt au porteur	1 168	788	1 090	265	3 311	–	–	3 311
Papier commercial adossé à des actifs	1 429	1 908	1 127	333	4 797	–	–	4 797
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	4 010	2 713	3 898	10 621	12 768	16 112	39 501
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	25	63	132	600	820	165	2 588	3 573
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	10	1 000	360	1 148	2 518	2 969	12 492	17 979
Obligations couvertes	–	–	–	2 510	2 510	596	11 688	14 794
Titrisations de créances de cartes de crédit	847	664	–	1 135	2 646	652	1 058	4 356
Dette subordonnée 3)	–	–	–	570	570	–	5 350	5 920
Autres 4)	–	–	–	627	627	5 490	–	6 117
Total	24 680	30 214	18 916	20 002	93 812	24 005	49 288	167 105
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	2 286	3 572	1 487	5 753	13 098	9 707	25 238	48 043
Financement non garanti	22 394	26 642	17 429	14 249	80 714	14 298	24 050	119 062
Total 5)	24 680	30 214	18 916	20 002	93 812	24 005	49 288	167 105

1) Le financement de gros non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks.

5) Le total du financement de gros était constitué de 53,9 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 113,2 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 avril 2016.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 figurant à la page 156 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 30 avril 2016 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's. S&P et Fitch ont attribué des perspectives stables alors que celles de Moody's et de DBRS sont négatives en raison du régime de recapitalisation interne qu'a proposé le gouvernement fédéral relativement aux titres d'emprunt non garantis de premier rang.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 30 avril 2016, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 246 millions de dollars, 767 millions et 991 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Risque d'assurance

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 114 de son Rapport annuel pour 2015.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre comparativement à celles décrites dans la section qui traite du risque lié à la cybersécurité et dans celle qui porte sur le risque opérationnel, aux pages 87 et 111, respectivement, de son Rapport annuel pour 2015.

Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 98 et 99 de son Rapport annuel pour 2015. Nos expositions dans les pays européens au 30 avril 2016 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. En regard de celles au 31 janvier 2016, nos expositions ont baissé, essentiellement en raison de la plus-value du dollar canadien, mais ont été relativement stables en comparaison de ce qu'elles étaient au 31 octobre 2015.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 25

Au 30 avril 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	16	-	-	-	-	-	9	-	9	25
Italie	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	71	-	-	-	-	2	-	-	2	73
Total - pays GIIPE	88	-	-	-	-	2	9	-	11	99
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
Allemagne	84	41	30	1 129	1 200	32	3	3	38	1 322
Pays-Bas	538	465	13	126	604	26	25	-	51	1 193
Autres 8)	292	12	-	259	271	17	4	3	24	587
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	914	518	43	1 514	2 075	75	32	6	113	3 102
Reste de l'Europe										
Danemark	5	285	-	47	332	5	-	-	5	342
Norvège	18	829	-	-	829	-	-	2	2	849
Royaume-Uni	345	58	58	316	432	1 016	24	87	1 127	1 904
Autres 8)	97	100	1	127	228	7	1	-	8	333
Total - reste de l'Europe	465	1 272	59	490	1 821	1 028	25	89	1 142	3 428
Total - Europe 9)	1 467	1 790	102	2 004	3 896	1 105	66	95	1 266	6 629

Au 31 janvier 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	90	-	-	-	-	15	3	-	18	108
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	739	617	21	2 076	2 714	102	17	7	126	3 579
Total - reste de l'Europe	770	1 519	51	1 083	2 653	1 241	129	-	1 370	4 793
Total - Europe 9)	1 599	2 136	72	3 159	5 367	1 358	149	7	1 514	8 480

Au 31 octobre 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	73	-	-	-	-	8	24	-	32	105
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	640	535	14	1 801	2 350	93	36	8	137	3 127
Total - reste de l'Europe	523	1 217	49	946	2 212	736	16	1	753	3 488
Total - Europe 9)	1 236	1 752	63	2 747	4 562	837	76	9	922	6 720

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 2)								
	Tranche financée au 30 avril 2016			Au 30 avril 2016		Au 31 janvier 2016		Au 31 octobre 2015	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	16	-	25	16	28	18	27	8
Italie	1	-	-	1	1	1	1	2	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	60	11	-	102	71	77	71	75	63
Total – pays GIPE	61	27	-	128	88	106	90	104	73
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)									
Allemagne	19	64	1	143	84	82	74	79	72
Pays-Bas	40	498	-	643	538	422	317	346	245
Autres 8)	111	181	-	463	292	561	348	623	323
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	170	743	1	1 249	914	1 065	739	1 048	640
Reste de l'Europe									
Danemark	5	-	-	5	5	4	4	6	6
Norvège	18	-	-	18	18	25	25	26	26
Royaume-Uni	30	315	-	751	345	933	497	459	387
Autres 8)	24	73	-	325	97	509	244	287	104
Total – reste de l'Europe	77	388	-	1 099	465	1 471	770	778	523
Total – Europe 9)	308	1 158	1	2 476	1 467	2 642	1 599	1 930	1 236

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 30 avril 2016 :

- Une sûreté de 1,5 milliard d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (23 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 123 millions d'euros.
 - Des garanties de 1,3 milliard de dollars (21 millions de dollars dans les pays GIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts (essentiellement les produits de financement commercial).
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 165 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 30 avril 2016 (*inclut une position nette de 132 millions de dollars (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 20 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (14 milliards de dollars en Europe au 30 avril 2016).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 78 millions de dollars au 30 avril 2016 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 19 millions dans la Fédération de Russie au 30 avril 2016.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 95 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	3 085 \$	3 066 \$	2 866 \$	2 842 \$	2 717 \$	6 151 \$	5 555 \$
Valeurs mobilières	413	423	417	417	409	836	871
Dépôts à d'autres banques	53	61	51	47	45	114	92
	3 551	3 550	3 334	3 306	3 171	7 101	6 518
Charges d'intérêts							
Dépôts	711	689	641	664	664	1 400	1 376
Dette subordonnée	48	46	41	42	44	94	88
Autres passifs	372	335	341	373	403	707	829
	1 131	1 070	1 023	1 079	1 111	2 201	2 293
Revenus nets d'intérêts	2 420	2 480	2 311	2 227	2 060	4 900	4 225
Revenus autres que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	229	227	227	224	225	456	450
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	278	280	280	276	262	558	521
Revenus de négociation	323	227	206	269	319	550	512
Commissions sur prêts	214	211	191	195	181	425	351
Frais de services de cartes	104	108	126	114	114	212	220
Frais de gestion de placements et de garde de titres	381	391	384	398	391	772	770
Revenus tirés de fonds d'investissement	337	346	349	355	353	683	673
Commissions de prise ferme et de consultation	177	166	146	207	182	343	353
Profits sur titres, autres que de négociation	6	36	12	50	70	42	109
Revenus de change, autres que de négociation	17	60	31	46	33	77	95
Revenus d'assurance	543	443	388	342	210	986	1 032
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(63)	59	56	45	52	(4)	106
Autres	135	41	275	78	74	176	164
	2 681	2 595	2 671	2 599	2 466	5 276	5 356
Total des revenus	5 101	5 075	4 982	4 826	4 526	10 176	9 581
Dotations à la provision pour pertes sur créances	201	183	128	160	161	384	324
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	407	366	265	218	24	773	771
Charges autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel	1 904	1 904	1 721	1 726	1 843	3 808	3 634
Bureaux et matériel	605	556	585	519	533	1 161	1 033
Amortissement des immobilisations incorporelles	110	111	110	105	100	221	196
Déplacements et expansion des affaires	161	150	177	148	138	311	280
Communications	80	74	80	76	83	154	158
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	12	14	13	10	10	26	22
Honoraires	125	138	153	141	149	263	301
Autres	315	323	254	246	256	638	494
	3 312	3 270	3 093	2 971	3 112	6 582	6 118
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 181	1 256	1 496	1 477	1 229	2 437	2 368
Charge d'impôts sur le résultat	208	188	282	285	230	396	369
Bénéfice net	973 \$	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	999 \$	2 041 \$	1 999 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	973	1 060	1 206	1 185	993	2 033	1 979
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	8	8	7	6	8	20
Bénéfice net	973 \$	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	999 \$	2 041 \$	1 999 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens)							
De base	1,46 \$	1,59 \$	1,83 \$	1,81 \$	1,49 \$	3,04 \$	2,96 \$
Dilué	1,45	1,58	1,83	1,80	1,49	3,03	2,95
Dividendes par action ordinaire	0,84	0,84	0,82	0,82	0,80	1,68	1,60

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de six mois closes le		
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Bénéfice net	973 \$	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	999 \$	2 041 \$	1 999 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts							
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	85	6	(164)	6	(6)	79	(8)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(3)	(17)	(2)	(27)	(22)	(20)	(36)
	82	(23)	(166)	(21)	(28)	59	(44)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(289)	269	47	168	(282)	(20)	313
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	5	(14)	(10)	(13)	(9)	(9)	(34)
	(284)	255	37	155	(291)	(29)	279
Profits nets (pertes) à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(2 801)	1 623	(35)	1 866	(1 128)	(1 178)	1 356
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	353	(124)	(58)	(349)	103	229	(75)
	(2 448)	1 499	(93)	1 517	(1 025)	(949)	1 281
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net							
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(153)	(169)	108	106	212	(322)	(14)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(196)	84	73	46	(17)	(112)	1
	(349)	(85)	181	152	195	(434)	(13)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	(2 999)	1 646	(41)	1 803	(1 149)	(1 353)	1 503
Total du résultat global (de la perte globale)	(2 026)\$	2 714 \$	1 173 \$	2 995 \$	(150)\$	688 \$	3 502 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	(2 026)	2 706	1 165	2 988	(156)	680	3 482
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	8	8	7	6	8	20
Total du résultat global (de la perte globale)	(2 026)\$	2 714 \$	1 173 \$	2 995 \$	(150)\$	688 \$	3 502 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (34) \$, de (2) \$, de 62 \$, de 1 \$ et de 13 \$ pour le trimestre et de (36) \$ et de néant pour le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 9 \$, de 1 \$, de 9 \$ et de 3 \$ pour le trimestre et de 9 \$ et de 14 \$ pour le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 98 \$, de (106) \$, de (26) \$, de (60) \$ et de 105 \$ pour le trimestre et de (8) \$ et de (102) \$ pour le semestre, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (2) \$, de 4 \$, de 3 \$, de 5 \$ et de 0 \$ pour le trimestre et de 2 \$ et de 6 \$ pour le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (118) \$, de 43 \$, de 19 \$, de 124 \$ et de (40) \$ pour le trimestre et de (75) \$ et de 24 \$ pour le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 55 \$, de 62 \$, de (25) \$, de (34) \$ et de (84) \$ pour le trimestre et de 117 \$ et de 8 \$ pour le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 70 \$, de (30) \$, de (26) \$, de (17) \$ et de 6 \$ pour le trimestre et de 40 \$ et de 0 \$ pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	30 avril 2015
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 111 \$	38 961 \$	40 295 \$	48 722 \$	40 403 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 386	7 433	7 382	8 022	7 256
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	78 960	75 488	72 460	81 286	82 031
Titres disponibles à la vente	49 690	52 321	48 006	47 981	49 340
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 401	9 325	9 432	9 830	10 015
Titres divers	1 145	1 367	1 020	1 012	1 060
	138 196	138 501	130 918	140 109	142 446
Titres pris en pension ou empruntés	81 890	83 603	68 066	74 684	64 576
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	106 641	107 026	105 918	104 547	101 839
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63 831	65 886	65 598	65 702	64 273
Prêts sur cartes de crédit	7 918	7 896	7 980	8 004	7 896
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	165 192	166 141	145 076	141 941	132 153
	343 582	346 949	324 572	320 194	306 161
Provision pour pertes sur créances	(1 894)	(1 951)	(1 855)	(1 811)	(1 758)
	341 688	344 998	322 717	318 383	304 403
Autres actifs					
Instruments dérivés	40 585	49 233	38 238	48 068	39 831
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 091	11 345	11 307	10 796	11 453
Bureaux et matériel	2 230	2 339	2 285	2 279	2 274
Écart d'acquisition	6 149	6 787	6 069	6 111	5 646
Immobilisations incorporelles	2 178	2 306	2 208	2 227	2 136
Actifs d'impôt exigible	736	735	561	600	596
Actifs d'impôt différé	3 115	3 360	3 162	3 248	3 174
Actifs divers	9 103	9 692	8 673	9 193	9 081
	76 187	85 797	72 503	82 522	74 191
Total des actifs	681 458 \$	699 293 \$	641 881 \$	672 442 \$	633 275 \$
Passifs et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	35 132 \$	36 255 \$	32 609 \$	35 260 \$	32 979 \$
Entreprises et administrations publiques	255 026	278 467	258 144	267 505	250 623
Particuliers	154 635	156 114	147 416	144 852	140 629
	444 793	470 836	438 169	447 617	424 231
Autres passifs					
Instruments dérivés	45 979	52 619	42 639	50 011	44 237
Acceptations	12 091	11 345	11 307	10 796	11 453
Titres vendus à découvert	27 071	24 208	21 226	27 813	25 908
Titres mis en pension ou prêtés	59 193	49 670	39 891	47 644	42 039
Passifs d'impôt exigible	45	128	102	195	211
Passifs d'impôt différé	253	248	265	177	188
Passifs divers	48 358	43 365	43 953	45 072	44 170
	192 990	181 583	159 383	181 708	168 206
Dettes subordonnées	4 643	5 250	4 416	4 433	4 435
Capitaux propres					
Actions privilégiées	3 240	3 240	3 240	2 640	2 640
Actions ordinaires	12 370	12 352	12 313	12 296	12 330
Surplus d'apport	298	298	299	302	303
Résultats non distribués	19 806	19 409	18 930	18 281	17 765
Cumul des autres éléments du résultat global	3 287	6 286	4 640	4 681	2 878
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	39 001	41 585	39 422	38 200	35 916
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	31	39	491	484	487
Total des capitaux propres	39 032	41 624	39 913	38 684	36 403
Total des passifs et des capitaux propres	681 458 \$	699 293 \$	641 881 \$	672 442 \$	633 275 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Actions privilégiées				
Solde à l'ouverture de la période	3 240 \$	3 040 \$	3 240 \$	3 040 \$
Rachetées au cours de la période	-	(400)	-	(400)
Solde à la clôture de la période	3 240	2 640	3 240	2 640
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture de la période	12 352	12 373	12 313	12 357
Émissions en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	-	-	57
Émissions en vertu du régime d'options sur actions	18	15	57	31
Rachetées aux fins d'annulation	-	(58)	-	(115)
Solde à la clôture de la période	12 370	12 330	12 370	12 330
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	298	303	299	304
Charges liées aux options sur actions/options exercées	-	(1)	(2)	1
Autres	-	1	1	(2)
Solde à la clôture de la période	298	303	298	303
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	19 409	17 489	18 930	17 237
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	973	993	2 033	1 979
Dividendes - Actions privilégiées	(35)	(31)	(76)	(64)
- Actions ordinaires	(541)	(515)	(1 081)	(1 033)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(171)	-	(354)
Solde à la clôture de la période	19 806	17 765	19 806	17 765
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres disponibles à la vente				
Solde à l'ouverture de la période	(98)	140	(75)	156
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	85	(6)	79	(8)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(3)	(22)	(20)	(36)
Solde à la clôture de la période	(16)	112	(16)	112
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie				
Solde à l'ouverture de la période	867	711	612	141
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(289)	(282)	(20)	313
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 4)	5	(9)	(9)	(34)
Solde à la clôture de la période	583	420	583	420
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger				
Solde à l'ouverture de la période	5 572	3 674	4 073	1 368
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(2 801)	(1 128)	(1 178)	1 356
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	353	103	229	(75)
Solde à la clôture de la période	3 124	2 649	3 124	2 649
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel				
Solde à l'ouverture de la période	(259)	(516)	(90)	(290)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(153)	212	(322)	(14)
Solde à la clôture de la période	(412)	(304)	(412)	(304)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur				
Solde à l'ouverture de la période	204	18	120	-
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(196)	(17)	(112)	1
Solde à la clôture de la période	8	1	8	1
Total du cumul des autres éléments du résultat global	3 287	2 878	3 287	2 878
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	39 001 \$	35 916 \$	39 001 \$	35 916 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	39	483	491	1 091
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	-	6	8	20
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	(10)	(27)
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	(450)	(600)
Autres	(8)	(2)	(8)	3
Solde à la clôture de la période	31	487	31	487
Total des capitaux propres	39 032 \$	36 403 \$	39 032 \$	36 403 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (34) \$, de 13 \$, de (36) \$ et de néant pour le trimestre et le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 3 \$, de 9 \$ et de 14 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 98 \$, de 105 \$, de (8) \$ et de (102) \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (2) \$, de 0 \$, de 2 \$ et de 6 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (118) \$, de (40) \$, de (75) \$ et de 24 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 55 \$, de (84) \$, de 117 \$ et de 8 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

7) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 70 \$, de 6 \$, de 40 \$ et de 0 \$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de six mois closes le	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	973 \$	999 \$	2 041 \$	1 999 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	3	4	7	5
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(9)	(74)	(49)	(114)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(5 374)	5 817	(7 295)	4 277
Dotation à la provision pour pertes sur créances	201	161	384	324
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	12 714	26 250	(1 890)	(7 875)
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	(10 626)	(22 356)	3 387	11 086
Amortissement des bureaux et du matériel	95	96	190	188
Amortissement d'autres actifs	59	-	100	-
Amortissement des immobilisations incorporelles	110	100	221	196
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	(21)	133	(46)	8
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	12	30	(4)	7
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	(148)	(69)	(264)	103
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(79)	(48)	(52)	(26)
Variation des intérêts courus - (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(98)	30	(84)	76
- augmentation (diminution) des intérêts à payer	105	30	37	(65)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 690)	(2 902)	(914)	2 042
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(1 478)	6 713	13 735	14 175
(Augmentation) nette des prêts	(11 541)	(3 544)	(14 722)	(5 830)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	3 901	(3 601)	6 396	(1 729)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	13 898	(5 934)	20 986	25
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(3 968)	(771)	(15 706)	(8 004)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(2 961)	1 064	6 458	10 868
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	3 131	(9)	3 122	(18)
Produit de l'émission (échéance) d'obligations couvertes	2 148	-	2 334	2 748
Produit de l'émission de (remboursement sur) la dette subordonnée	(700)	(500)	300	(500)
Rachat d'actions privilégiées	-	(400)	-	(400)
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	(450)	(600)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	18	14	57	32
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	(229)	-	(469)
Dividendes versés en trésorerie	(580)	(550)	(1 137)	(1 039)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	-	-	(10)	(27)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	4 017	(1 674)	4 216	(273)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(498)	(1 147)	(198)	(744)
Achats de titres, autres que de négociation	(5 881)	(4 108)	(13 527)	(8 387)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 115	937	2 973	2 056
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	4 631	3 102	8 666	6 438
Bureaux et matériel - (achats) nets	(105)	(93)	(178)	(103)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(94)	(74)	(189)	(153)
Acquisitions	-	-	(12 078)	-
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(832)	(1 383)	(14 531)	(893)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(3 074)	(1 964)	(327)	2 315
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 850)	(3 957)	(4 184)	12 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	38 961	44 360	40 295	28 386
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	36 111 \$	40 403 \$	36 111 \$	40 403 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 049 \$	1 091 \$	2 172 \$	2 344 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	242 \$	134 \$	626 \$	340 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 536 \$	3 240 \$	7 067 \$	6 557 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2016 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés et offrons une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 et à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités du premier trimestre. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2015, qui figurent aux pages 140 à 201 de notre Rapport annuel 2015. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 25 mai 2016.

Changements futurs des IFRS

En avril 2016, l'IASB a publié des clarifications de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qui fournit des précisions additionnelles sur la comptabilisation des produits relativement à l'identification des obligations de prestation, à l'application de directives en vue de déterminer si l'entité agit pour son propre compte ou comme mandataire et aux licences de propriété intellectuelle. Nous adopterons l'IFRS 15 pour notre exercice qui s'ouvrira le 1^{er} novembre 2018. Nous évaluons actuellement quelle en sera l'incidence sur la présentation future de notre information financière.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2016				31 octobre 2015			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	7 460	73	8	7 525	7 906	78	14	7 970
des administrations provinciales et municipales canadiennes	5 107	82	17	5 172	4 890	68	33	4 925
l'administration fédérale américaine	4 234	52	6	4 280	1 750	9	5	1 754
des municipalités, agences et États américains	5 246	84	6	5 324	6 026	65	6	6 085
d'autres administrations publiques	4 909	17	4	4 922	5 404	11	3	5 412
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	3 004	17	8	3 013	2 994	22	12	3 004
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	8 912	55	11	8 956	9 165	35	12	9 188
Titres de créance d'entreprises	8 877	83	7	8 953	7 909	61	15	7 955
Titres de participation d'entreprises	1 471	104	30	1 545	1 648	117	52	1 713
Total	49 220	567	97	49 690	47 692	466	152	48 006

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
	Pour les périodes de trois mois closes le							
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	71	83	132	104	226	268	429	455
Montants sortis du bilan	(9)	(15)	(164)	(172)	(77)	(87)	(250)	(274)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	3	8	44	40	60	47	107	95
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	9	13	132	137	60	11	201	161
Fluctuations de change et autres	(10)	(12)	(13)	9	(24)	(50)	(47)	(53)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	64	77	131	118	245	189	440	384
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	98	86	746	697	873	855	1 717	1 638
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(15)	(3)	(51)	(18)	66	21	-	-
Fluctuations de change et autres	(6)	(3)	(23)	(11)	(55)	(30)	(84)	(44)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	77	80	672	668	884	846	1 633	1 594
Total de la provision pour pertes sur créances	141	157	803	786	1 129	1 035	2 073	1 978
Composition :								
Prêts	112	134	803	786	979	838	1 894	1 758
Autres instruments de crédit	29	23	-	-	150	197	179	220

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
	Pour les périodes de six mois closes le							
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	69	88	113	99	210	237	392	424
Montants sortis du bilan	(24)	(32)	(331)	(342)	(126)	(161)	(481)	(535)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	10	11	80	79	104	107	194	197
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	19	24	281	272	84	28	384	324
Fluctuations de change et autres	(10)	(14)	(12)	10	(27)	(22)	(49)	(26)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	64	77	131	118	245	189	440	384
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	111	83	714	678	835	781	1 660	1 542
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(33)	(8)	(34)	(22)	67	30	-	-
Fluctuations de change et autres	(1)	5	(8)	12	(18)	35	(27)	52
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	77	80	672	668	884	846	1 633	1 594
Total de la provision pour pertes sur créances	141	157	803	786	1 129	1 035	2 073	1 978
Composition :								
Prêts	112	134	803	786	979	838	1 894	1 758
Autres instruments de crédit	29	23	-	-	150	197	179	220

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 21 millions de dollars et de 36 millions ont été inscrits pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (17 millions et 42 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 881 millions de dollars au 30 avril 2016 (730 millions au 31 octobre 2015), dont une tranche de 393 millions de dollars a été classée comme prêts structurés productifs au 30 avril 2016 (361 millions au 31 octobre 2015). Des prêts restructurés de 5 millions de dollars et de 41 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016 (42 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015).

Prêts productifs acquis

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons acquis les activités de financement du transport de GE Capital (FET de BMO), ce qui représente un ajout de 10 688 millions de dollars au titre des prêts productifs, déduction faite d'un ajustement de 81 millions au titre des pertes sur créances et d'une prime de taux d'intérêt de 41 millions, dans notre bilan consolidé. Les prêts acquis et nos prêts productifs acquis existants sont comptabilisés de la même façon.

Les montants qui suivent reflètent l'incidence de la comptabilisation du prêt acquis sur le portefeuille existant et celui de FET de BMO.

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 5 millions de dollars et à 7 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (7 millions et 15 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée en tant qu'augmentation de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à

ce que la provision générale cumulative relative à ces prêts soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a donné lieu pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016 à un recouvrement respectif de 27 millions de dollars et de 11 millions au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de 9 millions et de 19 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (recouvrement de 2 millions et charge de 15 millions au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de néant et de néant au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 2 millions de dollars et à 3 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (4 millions et 8 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 9 millions de dollars et à 22 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (5 millions et 28 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Pour l'ensemble des prêts productifs, la prime de taux d'intérêt est amortie par imputations aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence de l'amortissement et des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est traduite par une charge de 14 millions de dollars et de 28 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (charge de 12 millions et de 22 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 10 millions de dollars et à 10 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (recouvrement de 3 millions et de 3 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015).

Au 30 avril 2016, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 11 099 millions de dollars (4 993 millions au 31 octobre 2015). Au 30 avril 2016, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs et les prêts renouvelables s'établissait à 279 millions de dollars et à 64 millions, respectivement (258 millions et 75 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 343 millions de dollars, une tranche de 187 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. Le solde de 156 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons comptabilisé 105 millions de dollars au titre des prêts douteux acquis, déduction faite d'un ajustement au titre des pertes sur créances de 19 millions, relativement à notre acquisition de FET de BMO. Les actifs acquis et nos prêts douteux acquis existants sont comptabilisés de la même façon. Les montants qui suivent reflètent l'incidence de la comptabilisation du prêt acquis sur le portefeuille existant et celui de FET de BMO.

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 19 millions de dollars et de 48 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (reprise de 26 millions et de 55 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Au 30 avril 2016, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 310 millions de dollars (383 millions au 31 octobre 2015). Au 30 avril 2016, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 6 millions (néant au 31 octobre 2015).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, nous avons comptabilisé des recouvrements nets de 7 millions de dollars et de 13 millions, respectivement (dotations nettes à la provision de 21 millions et de 32 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, et ce, même en période difficile.

Note 5 : Transfert d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2016 1)		31 octobre 2015	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 425		7 458	
Autres actifs connexes 2)	11 220		10 181	
Total	17 645	17 180	17 639	17 199

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 757 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 629 millions, pour une position nette de 128 millions au 30 avril 2016 (17 785 millions, 17 666 millions et 119 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, nous avons vendu des prêts de 1 161 millions de dollars et de 3 520 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (1 398 millions et 2 799 millions au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Note 6 : Acquisitions

Activités de financement du transport de GE Capital Corporation (FET de BMO)

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons conclu l'acquisition des actifs nets des activités de financement du transport de GE Capital pour une contrepartie en trésorerie de 9,0 milliards de dollars américains (12,1 milliards de dollars canadiens). L'acquisition reflète nos activités bancaires auprès des entreprises au Canada et aux États-Unis et viendra élargir notre clientèle commerciale. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans ceux de nos unités d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis et au Canada.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons essentiellement acquis des prêts, des actifs faisant l'objet de contrats de location simple, des immobilisations incorporelles et un écart d'acquisition. Nous avons comptabilisé un ajustement de 100 millions de dollars au titre des pertes sur créances et une prime de taux d'intérêt de 41 millions sur le portefeuille de prêts acquis. En outre, nous avons comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 72 millions afin de réduire la valeur des actifs faisant l'objet de contrats de location simple. Une immobilisation incorporelle constituée de courtiers et de relations clients est amortie selon un mode accéléré sur une période de 15 ans, et une immobilisation incorporelle liée à la technologie est amortie sur une période de cinq ans selon le mode linéaire. Un écart d'acquisition de 410 millions à l'égard de cette transaction est déductible à des fins fiscales.

FET de BMO a compté pour environ 13 % des revenus et des charges des unités de PE États-Unis depuis l'acquisition.

Les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2016
	Total
Prêts	10 793
Écart d'acquisition	410
Immobilisations incorporelles	63
Autres actifs	1 087
Total des actifs	12 353
Autres passifs	275
Prix d'achat	12 078

La ventilation du prix d'achat pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 7 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue													
	Productifs d'intérêts				Non productifs d'intérêts				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	30 avril 2016	31 octobre 2015	30 avril 2016	31 octobre 2015	30 avril 2016	31 octobre 2015	30 avril 2016	31 octobre 2015	30 avril 2016	31 octobre 2015	30 avril 2016	31 octobre 2015		
Catégories de déposants :														
Banques 1)	837	828	1 284	1 222	3 593	4 123	29 418	26 436	35 132	32 609				
Entreprises et administrations publiques	15 402	15 262	36 174	35 212	54 474	57 335	148 976	150 335	255 026	258 144				
Particuliers	3 178	3 095	16 551	15 095	84 179	83 081	50 727	46 145	154 635	147 416				
Total 2) 3)	19 417	19 185	54 009	51 529	142 246	144 539	229 121	222 916	444 793	438 169				
Domiciliation :														
Canada	17 429	17 031	37 236	35 300	75 274	75 470	132 755	120 199	262 694	248 000				
États-Unis	1 310	1 517	16 664	16 091	66 149	68 396	68 756	76 980	152 879	162 984				
Autres pays	678	637	109	138	823	673	27 610	25 737	29 220	27 185				
Total	19 417	19 185	54 009	51 529	142 246	144 539	229 121	222 916	444 793	438 169				

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 30 avril 2016 et au 31 octobre 2015, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 32 141 millions de dollars et 26 960 millions de dollars de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2016 et au 31 octobre 2015, les dépôts comprenaient des dépôts de 216 603 millions de dollars et de 221 268 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 23 880 millions et de 19 898 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 205 808 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 115 889 millions étaient domiciliés au Canada, 62 213 millions, aux États-Unis et 27 606 millions, dans d'autres pays (200 907 millions, 103 101 millions, 72 073 millions et 25 733 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Des dépôts de 115 889 millions domiciliés au Canada, 39 683 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 9 291 millions, dans trois à six mois, 13 540 millions, dans six à douze mois et 53 375 millions, dans plus de douze mois (103 101 millions, 36 434 millions, 4 956 millions, 11 916 millions et 49 795 millions, respectivement, au 31 octobre 2015).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués de divers instruments de placement, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, les fonds fédéraux, le papier commercial et les obligations couvertes.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, nous avons émis pour 1,5 milliard d'euros d'obligations couvertes à 0,125 %, de série CBL 8, échéant le 19 avril 2021.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous avons émis pour 1,5 milliard d'euros d'obligations couvertes à 0,10 %, de série CBL 7, échéant le 14 janvier 2019.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des obligations couvertes de série CB3 à 2,625 % d'un montant de 1,5 milliard de dollars américains sont arrivées à échéance.

Note 8 : Dette subordonnée

Le 8 décembre 2015, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien, émis pour 1,0 milliard de dollars de dette subordonnée portant intérêt au taux de 3,34 %. Ces titres, soit des billets à moyen terme – série H, deuxième tranche, échoient le 8 décembre 2025 et leur taux deviendra variable le 8 décembre 2020. Les billets sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Le 21 avril 2016, nous avons racheté la totalité de nos débetures subordonnées et de nos billets à moyen terme de série D, première tranche de 700 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 22 avril 2015, nous avons racheté la totalité de nos débetures subordonnées et de nos billets à moyen terme de série C, deuxième tranche de 500 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Note 9 : Capitaux propres

Actions ordinaires et privilégiées en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2016		31 octobre 2015		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
		3 240		3 240	
Actions ordinaires 4)	643 557 487	12 370	642 583 341	12 313	
Capital social		15 610		15 553	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 17 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 170 à 184 de notre Rapport annuel 2015.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 11 419 149 actions ordinaires au 30 avril 2016 (12 111 153 actions ordinaires au 31 octobre 2015).

Actions privilégiées

Le 16 octobre 2015, nous avons émis 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 36 au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut de 600 millions de dollars.

Le 29 juillet 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 35 au prix de 25 \$ par action, pour un produit brut de 150 millions de dollars.

Le 5 juin 2015, nous avons émis 8 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 33 au prix de 25 \$ par action, pour un produit brut de 200 millions de dollars.

Les actions privilégiées de catégorie B – série 33, série 35 et série 36 sont assorties d'une clause concernant les fonds propres conditionnels en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour qu'elles puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, les actions peuvent être converties en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Le 25 mai 2015, nous avons racheté la totalité des 14 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 13 au prix de rachat de 25,25 \$ par action, pour un prix de rachat brut de 353 millions de dollars.

Le 25 février 2015, nous avons racheté la totalité des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 23 au prix de 25,00 \$ par action, pour un prix de rachat brut de 400 millions de dollars.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, nous n'avons racheté aucune action ordinaire. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2015, nous avons racheté aux fins d'annulation 3 millions et 6 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 76,12 \$ et de 78,07 \$ chacune pour un total de 229 millions de dollars et de 469 millions, respectivement.

Le 1^{er} février 2016, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée d'un an. Aux termes de celle-ci, nous pouvons racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre sont assujettis aux autorisations des organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. Nous consulterons périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2015, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série E (BOaTS BMO – série E) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 450 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Le 31 décembre 2014, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série D (BOaTS BMO – série D) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 600 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Note 10 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 172 à 179, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	30 avril 2016		31 octobre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	8 401	8 513	9 432	9 534
Autres 1)	812	2 431	655	2 365
	9 213	10 944	10 087	11 899
Titres pris en pension 2)	67 612	67 667	55 626	54 979
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	106 641	106 721	105 918	106 322
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63 831	63 040	65 598	64 668
Prêts sur cartes de crédit	7 918	7 662	7 980	7 728
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	165 192	163 308	145 076	143 387
	343 582	340 731	324 572	322 105
Dépôts 3)	433 637	433 890	428 740	429 032
Titres mis en pension 4)	52 513	53 087	33 576	33 704
Passifs divers 5)	23 055	23 556	22 497	23 025
Dettes subordonnée	4 643	4 776	4 416	4 590

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 333 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (365 millions de dollars au 31 octobre 2015).

2) Ne tient pas compte de 14 278 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (12 440 millions au 31 octobre 2015).

3) Ne tient pas compte de 11 156 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (9 429 millions au 31 octobre 2015).

4) Ne tient pas compte de 6 680 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (6 315 millions au 31 octobre 2015).

5) Les passifs divers comprennent la titrisation et les passifs des entités structurées de même que certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 236 millions de dollars et de hausse de 158 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 243 millions et de 143 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (baisse de 23 millions et de 126 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et baisse de 19 millions et hausse inférieure à 1 million comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 30 avril 2016, correspondent à une perte latente d'environ 76 millions de dollars, soit un profit latent de moins de 1 million de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisé à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9.

Au 30 avril 2016, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 11 156 millions de dollars et de 11 608 millions (9 429 millions et 9 869 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 278 millions de dollars au 30 avril 2016 (6 961 millions au 31 octobre 2015) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 138 millions de dollars et de 162 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (diminution de 231 millions et augmentation de 304 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 595 millions de dollars au 30 avril 2016 (525 millions au 31 octobre 2015), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La

variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 1 million et de 23 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (baisse de 13 millions et hausse de 16 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, une diminution de 23 millions et de 9 millions, respectivement, a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (diminution de 4 millions et augmentation de 1 million pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les passifs liés à la titrisation et aux entités structurées tiennent compte de montants au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés connexes émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 140 millions de dollars au 30 avril 2016 (139 millions au 31 octobre 2015), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, de moins de 1 million et de moins de 1 million pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (baisse de moins de 1 million et de moins de 1 million pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 333 millions de dollars au 30 avril 2016 (365 millions au 31 octobre 2015) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de moins de 1 million et une diminution de 17 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (diminution de 4 millions et de 20 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2016			31 octobre 2015		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	13 066	1 372	-	12 342	1 512	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 647	3 938	-	3 183	3 568	-
l'administration fédérale américaine	6 121	166	-	2 937	314	-
des municipalités, agences et États américains	-	745	94	-	589	98
d'autres administrations publiques	330	42	-	396	15	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	1 237	-	-	491	-
Titres de créance d'entreprises	609	9 946	149	328	8 717	243
Titres de participation d'entreprises	36 287	1 211	-	35 901	1 826	-
	60 060	18 657	243	55 087	17 032	341
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 595	1 930	-	4 988	2 982	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 097	2 075	-	2 658	2 267	-
l'administration fédérale américaine	4 280	-	-	1 754	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	5 323	1	-	6 084	1
d'autres administrations publiques	2 588	2 334	-	2 328	3 084	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	11 969	-	-	12 192	-
Titres de créance d'entreprises	5 995	2 954	4	5 977	1 972	6
Titres de participation d'entreprises	62	99	1 384	358	104	1 251
	21 617	26 684	1 389	18 063	28 685	1 258
Titres divers	-	-	333	-	-	365
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	26 204	867	-	19 499	1 727	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	11 304	-	-	9 577	-
Passifs au titre des rentes	-	595	-	-	525	-
	26 204	12 766	-	19 499	11 829	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	4	18 102	-	5	19 248	-
Contrats de change	79	20 099	-	18	16 281	-
Contrats sur produits de base	515	979	-	605	1 062	-
Contrats sur titres de participation	153	627	-	91	892	-
Swaps sur défaillance	-	27	-	-	35	1
	751	39 834	-	719	37 518	1
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	18	16 605	-	25	17 488	-
Contrats de change	43	24 501	-	15	20 091	-
Contrats sur produits de base	339	1 620	-	380	2 391	-
Contrats sur titres de participation	100	2 716	-	103	2 098	-
Swaps sur défaillance	-	37	-	-	48	-
	500	45 479	-	523	42 116	-

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, des titres de négociation de 6 millions de dollars et de 18 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, des titres de négociation de 27 millions et de 49 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de néant et de 215 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2016, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016	Variation de la juste valeur				Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2016	Variation des profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 janvier 2016	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)								
Titres de négociation											
Titres émis ou garantis par :											
des municipalités, agences et États américains	105	-	(11)	-	-	-	-	-	-	94	-
Titres de créance d'entreprises	209	-	(22)	-	-	(38)	-	-	-	149	-
Total des titres de négociation	314	-	(33)	-	-	(38)	-	-	-	243	-
Titres disponibles à la vente											
Titres émis ou garantis par :											
des municipalités, agences et États américains	2	-	(1)	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	5	-	-	-	(1)	-	-	-	-	4	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 320	(13)	(126)	209	(6)	-	-	-	-	1 384	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 327	(13)	(127)	209	(7)	-	-	-	-	1 389	s. o.
Titres divers	363	-	(32)	6	(4)	-	-	-	-	333	-

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2016 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Pour le semestre clos le 30 avril 2016	Variation de la juste valeur				Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2016	Variation des profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2015	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)								
Titres de négociation											
Titres émis ou garantis par :											
des municipalités, agences et États américains	98	-	(4)	-	-	-	-	-	-	94	-
Titres de créance d'entreprises	243	-	(5)	-	-	(89)	-	-	-	149	-
Total des titres de négociation	341	-	(9)	-	-	(89)	-	-	-	243	-
Titres disponibles à la vente											
Titres émis ou garantis par :											
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	6	-	-	-	(1)	(1)	-	-	-	4	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 251	(9)	(45)	230	(43)	-	-	-	-	1 384	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 258	(9)	(45)	230	(44)	(1)	-	-	-	1 389	s. o.
Titres divers	365	(17)	(11)	21	(25)	-	-	-	-	333	(16)
Actifs dérivés											
Swaps sur défaillance	1	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 30 avril 2016 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Note 11 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2016, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2016 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 14 à 17 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre 2016.

Note 12 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2016 et 2015, nous n'avons attribué aucune option sur actions. Au cours du semestre clos le 30 avril 2016, nous avons attribué un total de 754 714 options sur actions (641 875 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2015). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le semestre clos le 30 avril 2016 a été de 7,60 \$ l'option (7,45 \$ l'option durant le semestre clos le 30 avril 2015).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées au cours des semestres clos le	30 avril 2016	30 avril 2015
Rendement attendu des actions	5,5 %	4,7 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,8 % - 20,0 %	16,9 % - 17,0 %
Taux de rendement sans risque	1,3 % - 1,4 %	1,9 % - 2,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	77,23	78,09

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Pour les trimestres clos le				
Prestations accumulées par les employés	17	70	6	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(3)	(2)	13	12
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	15	69	19	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	23	23	-	-
Charge au titre des cotisations définies	26	20	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	64	112	19	19

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Pour les semestres clos le				
Prestations accumulées par les employés	87	140	12	14
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(5)	(3)	26	25
Charges administratives	2	2	-	-
Charge au titre des prestations	84	139	38	39
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	42	44	-	-
Charge au titre des cotisations définies	55	47	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	181	230	38	39

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 13 : Bénéfice par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2016	30 avril 2015	30 avril 2016	30 avril 2015
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	973	993	2 033	1 979
Dividendes sur les actions privilégiées	(35)	(31)	(76)	(64)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	938	962	1 957	1 915
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	643 382	645 504	643 178	646 938
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,46	1,49	3,04	2,96

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	938	962	1 957	1 915
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	8 182	9 522	8 358	9 654
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(6 217)	(7 171)	(6 394)	(7 144)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	645 347	647 855	645 142	649 448
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,45	1,49	3,03	2,95

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 2 396 256 options et 2 279 909 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 142,38 \$ et de 145,99 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2016, respectivement (1 994 844 options et 1 892 106 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 183,86 \$ et de 189,63 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015, respectivement), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 14 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Avant 2016, les résultats des Services d'entreprise reflétaient certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis en 2011, notamment la constatation de la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrite dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis, ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Depuis le premier trimestre de 2016, la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances présentée dans les revenus nets d'intérêts et la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard du portefeuille productif acquis sont comptabilisées dans PE États-Unis, ce qui cadre avec la comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO, et compte tenu de la baisse considérable de ces montants. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Les recouvrements ou les dotations à la provision relatives aux pertes sur créances à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis en 2011 continuent d'être comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les incidences de la comptabilisation des prêts acquis liés à FET de BMO sont comptabilisées dans PE États-Unis.

Également depuis le premier trimestre de 2016, les revenus tirés des placements ont été reclassés des revenus nets d'intérêts aux revenus autres que d'intérêts pour ce qui est de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et des Services entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été reclassés. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 194 et 195 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2016	PE	PE	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	1 222	876	149	378	(205)	2 420
Revenus autres que d'intérêts	450	268	1 248	692	23	2 681
Total des revenus	1 672	1 144	1 397	1 070	(182)	5 101
Dotation à la provision pour pertes sur créances	127	51	2	44	(23)	201
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	407	-	-	407
Amortissement	69	111	58	26	-	264
Charges autres que d'intérêts	772	616	758	607	295	3 048
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	704	366	172	393	(454)	1 181
Charge d'impôts sur le résultat	179	99	38	102	(210)	208
Bénéfice net comptable	525	267	134	291	(244)	973
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	525	267	134	291	(244)	973
Actifs moyens	205 797	104 469	30 028	303 132	55 318	698 744

Pour le trimestre clos le 30 avril 2015	PE	PE	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	1 165	684	133	274	(196)	2 060
Revenus autres que d'intérêts	440	195	1 055	737	39	2 466
Total des revenus	1 605	879	1 188	1 011	(157)	4 526
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	18	1	5	(6)	161
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	24	-	-	24
Amortissement	59	56	56	25	-	196
Charges autres que d'intérêts	753	523	780	591	269	2 916
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	650	282	327	390	(420)	1 229
Charge d'impôts sur le résultat	165	75	89	94	(193)	230
Bénéfice net comptable	485	207	238	296	(227)	999
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	6	6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	485	207	238	296	(233)	993
Actifs moyens	195 486	87 888	29 173	289 591	59 302	661 440

(en millions de dollars canadiens)

Pour le semestre clos le 30 avril 2016	PE	PE	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	2 476	1 753	298	807	(434)	4 900
Revenus autres que d'intérêts	921	530	2 536	1 283	6	5 276
Total des revenus	3 397	2 283	2 834	2 090	(428)	10 176
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	116	4	52	(55)	384
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	773	-	-	773
Amortissement	134	208	118	51	-	511
Charges autres que d'intérêts	1 579	1 249	1 575	1 243	425	6 071
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 417	710	364	744	(798)	2 437
Charge d'impôts sur le résultat	363	192	82	193	(434)	396
Bénéfice net comptable	1 054	518	282	551	(364)	2 041
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	7	8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 054	518	281	551	(371)	2 033
Actifs moyens	204 816	104 556	30 291	307 501	59 307	706 471

Pour le semestre clos le 30 avril 2015	PE	PE	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	2 350	1 366	277	662	(430)	4 225
Revenus autres que d'intérêts	883	374	2 693	1 269	137	5 356
Total des revenus	3 233	1 740	2 970	1 931	(293)	9 581
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	58	3	14	(26)	324
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	771	-	-	771
Amortissement	114	110	114	46	-	384
Charges autres que d'intérêts	1 533	1 030	1 550	1 193	428	5 734
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 311	542	532	678	(695)	2 368
Charge d'impôts sur le résultat	323	143	135	162	(394)	369
Bénéfice net comptable	988	399	397	516	(301)	1 999
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	20	20
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	988	399	397	516	(321)	1 979
Actifs moyens	195 080	86 265	28 482	288 409	57 853	656 089

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les revenus sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base a pour effet d'augmenter les revenus et la charge d'impôts sur le résultat présentés d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Note 15 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 105 à 110 de notre Rapport annuel 2015.

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 320	-	-	-	-	-	-	-	791	36 111
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 664	1 273	428	2	19	-	-	-	-	7 386
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	1 071	3 304	2 666	2 654	2 592	6 069	7 636	15 470	37 498	78 960
Titres disponibles à la vente	961	484	1 945	1 615	1 282	3 814	20 239	17 805	1 545	49 690
Titres détenus jusqu'à leur échéance	35	212	312	-	304	1 881	2 181	3 476	-	8 401
Titres divers	-	-	-	3	-	6	66	-	1 070	1 145
Total des valeurs mobilières	2 067	4 000	4 923	4 272	4 178	11 770	30 122	36 751	40 113	138 196
Titres pris en pension ou empruntés	63 446	13 787	2 600	1 556	501	-	-	-	-	81 890
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 645	2 447	4 011	2 901	3 991	18 898	63 614	9 134	-	106 641
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	444	824	1 265	843	865	4 007	23 874	8 392	23 317	63 831
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 918	7 918
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6 730	11 596	6 992	4 664	18 410	17 660	58 385	10 209	30 546	165 192
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 894)	(1 894)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	8 819	14 867	12 268	8 408	23 266	40 565	145 873	27 735	59 887	341 688
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	3 366	3 204	1 269	1 699	1 272	4 740	10 743	14 292	-	40 585
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 622	2 451	18	-	-	-	-	-	-	12 091
Divers	1 250	436	75	5	-	-	5	3 871	17 869	23 511
Total des autres actifs	14 238	6 091	1 362	1 704	1 272	4 740	10 748	18 163	17 869	76 187
Total des actifs	129 554	40 018	21 581	15 942	29 236	57 075	186 743	82 649	118 660	681 458

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	14 715	6 667	5 770	1 348	719	59	61	79	5 714	35 132
Entreprises et administrations publiques	26 792	29 419	18 549	13 338	6 917	16 857	27 007	10 097	106 050	255 026
Particuliers	1 490	2 748	5 642	7 149	6 667	7 975	16 573	2 483	103 908	154 635
Total des dépôts	42 997	38 834	29 961	21 835	14 303	24 891	43 641	12 659	215 672	444 793
Autres passifs										
Instruments dérivés	4 260	5 209	2 331	2 744	1 970	5 026	11 081	13 358	-	45 979
Acceptations	9 622	2 451	18	-	-	-	-	-	-	12 091
Titres vendus à découvert	27 071	-	-	-	-	-	-	-	-	27 071
Titres mis en pension ou prêtés	58 611	241	341	-	-	-	-	-	-	59 193
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	849	1 751	347	1 772	504	3 965	8 491	4 627	-	22 306
Divers	8 462	238	193	758	657	5 863	80	2 281	7 818	26 350
Total des autres passifs	108 875	9 890	3 230	5 274	3 131	14 854	19 652	20 266	7 818	192 990
Dette subordonnée	-	-	-	-	100	-	-	4 543	-	4 643
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	39 032	39 032
Total des passifs et des capitaux propres	151 872	48 724	33 191	27 109	17 534	39 745	63 293	37 468	262 522	681 458

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simple	31	62	93	87	85	316	692	617	-	1 983
Contrats de garantie financière 1)	5 564	-	-	-	-	-	-	-	-	5 564
Obligations d'achat	52	103	149	131	115	306	223	103	-	1 182

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 438	-	-	-	-	-	-	-	857	40 295
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 077	1 728	411	94	70	2	-	-	-	7 382
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	954	1 432	633	3 900	2 241	3 639	5 993	15 940	37 728	72 460
Titres disponibles à la vente	1 260	1 198	995	590	2 434	4 641	18 699	16 476	1 713	48 006
Titres détenus jusqu'à leur échéance	66	96	367	311	318	658	3 721	3 895	-	9 432
Titres divers	3	-	-	-	-	-	61	13	943	1 020
Total des valeurs mobilières	2 283	2 726	1 995	4 801	4 993	8 938	28 474	36 324	40 384	130 918
Titres pris en pension ou empruntés	44 959	17 564	4 400	714	389	40	-	-	-	68 066
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 189	2 022	4 014	4 758	4 567	17 807	61 913	9 648	-	105 918
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	475	619	1 334	1 509	1 513	3 844	23 578	9 228	23 498	65 598
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 980	7 980
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6 406	8 895	5 929	6 482	16 426	16 118	45 541	8 203	31 076	145 076
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 855)	(1 855)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	8 070	11 536	11 277	12 749	22 506	37 769	131 032	27 079	60 699	322 717
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 611	2 862	1 043	1 827	752	4 961	9 591	13 591	-	38 238
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 607	2 692	8	-	-	-	-	-	-	11 307
Divers	1 249	445	47	4	-	-	12	4 347	16 854	22 958
Total des autres actifs	13 467	5 999	1 098	1 831	752	4 961	9 603	17 938	16 854	72 503
Total des actifs	113 294	39 553	19 181	20 189	28 710	51 710	169 109	81 341	118 794	641 881

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 548	7 370	4 050	1 195	1 172	101	-	-	6 173	32 609
Entreprises et administrations publiques	20 505	38 097	21 001	7 270	10 962	14 497	27 112	10 891	107 809	258 144
Particuliers	1 632	3 457	5 392	3 872	6 086	8 787	15 135	1 784	101 271	147 416
Total des dépôts	34 685	48 924	30 443	12 337	18 220	23 385	42 247	12 675	215 253	438 169
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 586	3 858	1 574	3 493	1 259	6 030	11 637	12 202	-	42 639
Acceptations	8 607	2 692	8	-	-	-	-	-	-	11 307
Titres vendus à découvert	21 226	-	-	-	-	-	-	-	-	21 226
Titres mis en pension ou prêtés	35 599	3 990	121	104	77	-	-	-	-	39 891
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	2	880	446	2 514	337	3 864	8 834	4 796	-	21 673
Divers	8 148	319	30	15	185	1 071	3 181	2 201	7 497	22 647
Total des autres passifs	76 168	11 739	2 179	6 126	1 858	10 965	23 652	19 199	7 497	159 383
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	100	-	4 316	-	4 416
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	39 913	39 913
Total des passifs et des capitaux propres	110 853	60 663	32 622	18 463	20 078	34 450	65 899	36 190	262 663	641 881

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simple	29	60	89	88	87	328	721	675	-	2 077
Contrats de garantie financière 1)	6 081	-	-	-	-	-	-	-	-	6 081
Obligations d'achat	54	103	153	160	154	467	302	127	-	1 520

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2015, du présent communiqué de presse trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 25 mai 2016 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 22 août 2016, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Valérie Doucet, Montréal, valerie.doucet@bmo.com, 514-877-8224

Relations avec les investisseurs

Lisa Hofstatter, directrice générale, relations avec les investisseurs, lisa.hofstatter@bmo.com, 416-867-7019

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, corp.secretary@bmo.com, 416-867-6423

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2016 : 74,27 \$

Mars 2016 : 78,49 \$

Avril 2016 : 82,25 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2015, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2015 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal